

NUMERO A 8 PAGES

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414-383-4F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant:
VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
F-67000 Strasbourg.

JUIN 1985
22^e ANNEE

4 FF
2 FS

n° 383

IMMIGRATION : LE DROIT DE VOTE

Le droit de vote est un droit politique reconnu aux travailleurs français et qui doit être le droit de tout travailleurs étrangers. Non seulement le droit de vote, mais le droit d'être élu, ceci sans restriction par rapport aux types d'élections (locale ou nationale). Hors de cette position de principe il n'y a que maquignonnage ou mascarade.

Aucun argument sur la valeur nulle des élections pour réaliser un changement politique radical du point de vue de l'intérêt du prolétariat ne pourrait justifier l'indifférence sur cette question. Le droit de vote concerne l'égalité des droits entre travailleurs de différentes nationalités. Le parlementarisme est un mode de "lutte" politique qui fait des élections le nec plus ultra de tous les changements sociaux et politiques. L'assimilation entre le droit de vote et le parlementarisme conduirait inévitablement à confondre les droits arrachés par les travailleurs et leurs luttes avec l'utilisation de ces droits par les forces bourgeoises et opportunistes.

Le gouvernement de gauche n'échappe pas à cette règle. Dans les bagages du candidat Mitterrand il y avait le droit de vote pour les travailleurs immigrés aux élections municipales. En 1985 cette mesure n'a pas trouvé le plus petit début d'application; malgré la confirmation de la promesse faite à la fin de la marche de 1983 pour l'égalité.

D'autre part la bourgeoisie n'a jamais véritablement appliqué spontanément et sans arrière-pensée ses propres principes proclamés sur l'égalité des citoyens, qu'en

les entourant de restrictions propres à satisfaire intérêts du moment. Un siècle s'est écoulé avant que prenne effet le suffrage universel pour les hommes, et il a fallu attendre 1946 pour que les femmes aient le droit de vote. Nous n'entrerons pas dans le détail des luttes ouvrières et des manoeuvres de la bourgeoisie pour se tailler un Etat à la mesure de ses besoins. Rappelons simplement que la Commune de Paris librement élue au suffrage universel fut écrasée impitoyablement par les défenseurs zélés ... de la démocratie.

UN EXEMPLE PRATIQUE D'ACCORDER LE DROIT DE VOTE AUX TRAVAILLEURS IMMIGRES.

Pour mieux comprendre l'attitude bourgeoise vis-à-vis de cette question prenons un exemple fourni par l'actualité. Dimanche 19 mai a eu lieu à Mons-en-Baroeul l'organisation d'élections pour les immigrés dans le cadre municipal, réalisées par un maire socialiste.

Il vaut la peine de citer l'organisateur lui-même pour saisir tout de suite les limites de l'opération : "si j'étais maire de Roubaix, où il y a près de 25 % d'étrangers, je ne me serais jamais lancé dans des opérations comme celle-ci. Au-delà d'un certain pourcentage, une communauté trop importante se referme sur elle-même, ça fait un ghetto, des affrontements et donc une rupture de la démocratie". Au-delà de cet argument électoraliste, donc fluctuant, on retiendra que pour les "socialistes" l'immigré est composé d'un travailleur et d'un étranger; et qu'il devient de plus en plus étranger chaque fois qu'il menace les intérêts sacro-saints de la démocratie, c'est-à-dire de la bourgeoisie.

Le droit de vote, oui, à condition que soit respecté un quota tel que cela ne bouleverse pas les équilibres sociaux et politiques mis en place. Le fait que les "élus" n'ont qu'une voix consultative et non délibérative souligne parfaitement l'intention réelle du sieur Wolf qui se permet sans rire de dénoncer les ghettos.

Non content de cela, on va jusqu'à choisir les futurs élus; ainsi l'Amicale des Algériens, par exemple sera chargée de représenter les algériens. On comprend pourquoi celle-ci a signé un appel au vote alors que ce genre d'initiative n'est pas

du tout apprécié par les autorités algériennes qui craignent une "francisation" de leurs ressortissants; en réalité ces soi-disant socialistes luttent de toutes leurs forces pour maintenir la division des travailleurs entre eux sur une base nationale et se foutent éperdument de leurs droits quel'ils soient s'ils ne sont pas subordonnés aux intérêts de la politique algérienne. Voilà pour le droit de vote façon socialiste.

Pour la droite il n'y a pas de droit de vote sans naturalisation et encore ... naturalisation sous couvert d'un examen de français, d'histoire et de droit français (on ne doit pas être loin des 50 millions d'étrangers en France !). De plus les enfants nés en France n'auront plus la nationalité accordée automatiquement; "il ne faut plus de français malgré eux" nous dit le RPR et l'UDF. Le Front National et leurs complices s'étaient réunis face à la mairie de Mons pour protester contre ce qu'ils appellent un acte anti-constitutionnel et pour eux la solution est simple : les immigrés n'ont qu'à aller voter chez eux sans oublier d'emporter leurs bagages.

A gauche encore, le PCF grand partisan de la politique de contrôle de l'immigration et même de son arrêt total, se prononce aujourd'hui subitement pour le droit de vote aux municipales; sous le coup de sa dégringolade électorale sans doute. Il pourra toujours justifier sa décision en expliquant que les législatives doivent rester françaises alors que les élections municipales ont pour but de gérer les affaires du petit peuple "communiste" selon l'adage du socialisme dans une seule commune.

L'EGALITE DES DROITS OU LA DEFENSE DES INTERETS PROLETARIENS.

Dans les années 60, la politique vis-à-vis de l'immigration était celle du laissez-faire selon la formule classique du libre jeu du marché, correspondant au besoin d'une main-d'oeuvre abondante et pas chère, corvéable et taillable à merci. L'Etat n'hésite pas à supprimer visa et passeport pour favoriser le flux migratoire et par l'intermédiaire de l'ONI, il régularise les entrées après coup; c'est le cas de 80 % des travailleurs étrangers recensés en 1968.

Après 1968 et dans la décennie 70, l'attitude de la bourgeoisie se modifie sous l'influence des luttes sociales et de la crise économique. On voit apparaître les premières mesures pour réglementer les conditions d'entrée, de séjour et de travail des travailleurs étrangers (loi Fontanet-Marcellin-Poniatowski en 1972 et Bonnet-Stoléro en 1980).

La bourgeoisie se préoccupe davantage d'exercer une pression plus forte par le biais de l'Etat sur le prolétariat immigré qu'elle ne cherche à bloquer les frontières. Les besoins en main-d'oeuvre dans certains secteurs économiques sont incompatibles avec un contrôle allant jusqu'à la fermeture totale des frontières.

Après des années d'exploitation intense et bestiale, les ripostes et la lutte des travailleurs immigrés iront en s'amplifiant en revendiquant de meilleures conditions de vie et de travail. Cette lutte pour l'égalité des droits est centrée autour de l'obtention des titres de séjour et de travail, contre les discriminations et pour la régularisation de la situation des travailleurs immigrés.

(Suite page 2)

LE PCF : CHIEN DE GARDE DE L'IMPERIALISME

Le P.C.F. connaît depuis plusieurs années un émiettement incontestable qui se traduit sur plusieurs plans : recul de son influence électorale (environ 11 % sur l'échiquier politique bourgeois), stagnation de ses effectifs militants (ce qui entraîne, entre autres, une dégradation de ses finances : d'après le rapport financier présenté à son 23^{ème} Congrès, début février 85, l'évolution des cotisations rentrées est la suivante : 17,4 millions de FF en 1980, 18,5 millions de FF en 1981, 23,5 millions de FF en 1982, 23,4 millions de FF en 1983 et 21,5 millions de FF en 1984), difficulté à élaborer une nouvelle stratégie au service de l'Etat bourgeois, à la faire accepter par sa base et surtout à la traduire sur le plan pratique.

Toutes ces difficultés ont alimenté une foule de commentaires et d'élucubrations les plus variées. Pour nombre de "politologues" bourgeois on assisterait à un déclin "historique" du P.C.F. permettant de parvenir à une redéfinition de l'éventail des forces politiques comparable à celui de bien des pays d'Europe occidentale (à l'exception de l'Italie) où l'opportunisme politique issu du stalinisme est réduit à une influence limitée, ce qui permettrait selon ces idéologues patentés au service du Capital de pérorer sur la "faillite" et "l'archaïsme de la lutte des classes.

(Suite page 3)

LIBAN : DECHAINEMENTS DES CONTRADICTIONS CAPITALISTES ET IMPERIALISTES

3 ans après sa sauvage agression au Liban, l'Etat sioniste est obligé de se retirer vers le Sud-Liban en cherchant essentiellement à consolider une solide zone tampon capable de protéger sa frontière du nord. Le premier objectif du gangster sioniste, dont la capacité d'action militaire est liée à l'aide permanente que les Etats impérialistes occidentaux (USA en tête, mais aussi la France) lui fournissent sur tous les plans (économique, financier, militaire, etc.), aide sans laquelle l'Etat sioniste ne pourrait survivre un seul instant, était d'écraser durablement toute capacité de résistance et de lutte des masses palestiniennes installées au Liban. De la sorte en frappant les positions de l'OLP dans le Sud-Liban et à Beyrouth le sionisme cherchait à frapper cette capacité de résistance des masses palestiniennes, comme l'a démontré l'ignoble massacre des camps de Sabra et de Chatila organisé par le

sionisme, par milices chrétiennes interposées, après le départ des militants de l'OLP. Le sionisme cherchait également à briser toute union combattante des masses palestiniennes et libanaises.

Car le deuxième objectif de l'Etat sioniste d'Israël était de chercher à transformer le Liban en un Etat croupion, si possible dirigé par les milices chrétiennes. L'enjeu est clair, en étouffant toute perspective de combat militaire mené contre Israël à partir du Liban le sionisme souhaitait (et souhaite toujours) renforcer sa mainmise sur les territoires occupés de Cisjordanie où la terreur sioniste sévit quotidiennement qu'elle soit menée directement par l'armée ou par les colons sionistes armés jusqu'aux dents. Ce retrait amorcé par Israël au Sud-Liban, après le départ sans gloire des gangsters impéria-

(Suite page 4)

AFRIQUE DU SUD POUDDRIERE DU CONTINENT NOIR

La révolte des masses noires d'Afrique du Sud au début de cette année, durement réprimée dans le sang, montre à quel point toute cette zone d'Afrique australe est placée sur un volcan sociale en perpétuel bouillonnement. Gendarme de l'impérialisme en Afrique australe, l'Afrique du Sud est en proie à de profondes contradictions économiques et sociales que seule la force brutale de la police et de l'armée négrière empêche encore d'éclater dans un puissant mouvement insurrectionnel. Mais face à la montée des luttes et au renforcement de l'organisation ouvrière, la minorité blanche et l'impérialisme se trouvent confrontés à des antagonismes dont le caractère national ou racial cède le pas à des affrontements au caractère fortement prolétarien.

Pour comprendre la nature des conflits, les enjeux que défend l'impérialisme et les perspectives de développement des luttes, il est nécessaire d'analyser l'évolution historique qui a déterminé toutes les contradictions et les fractures de la société de l'apartheid, d'analyser le rôle de gendarme de l'impérialisme que joue l'Afrique du Sud et de mettre en relief les intérêts stratégiques et économiques que représente la zone australe de l'Afrique pour le capital international.

(Suite page 5)

IMMIGRATION : LE DROIT DE VOTE

(Suite de la page 1)

La gauche et l'opportunisme syndical agitent "leur statut de l'immigration" tout en restant absents sur le terrain des luttes réelles, ou en sabotant plus ou moins ouvertement les tentatives d'organisation que se donnent les travailleurs immigrés; notamment dans la lutte des foyers.

L'opération de régularisation de 1982 marqua l'aboutissement des luttes de la décennie précédente. Le résultat obtenu découlait des conditions sociales et économiques et des rapports de forces politiques nés des luttes précédentes et de l'évolution du capitalisme français et mondial. La régularisation en rejettant plus de 300 000 travailleurs dans la clandestinité et en opérant une division entre "bons" immigrés et clandestins marquait également une défaite relative du prolétariat immigré. Cependant la reconnaissance de l'égalité des droits par la gauche n'avait jamais exclu le contrôle de l'immigration ou même son arrêt pour le PCF. C'est bien pourquoi les 4 années de pouvoir de gauche furent celles de la systématisation de ce qui avait été amorcé précédemment :

- 1) Augmentation des effectifs de la PAF et renforcement du contrôle des frontières pour traquer les clandestins et ceci en collaboration avec les pays d'origine,
- 2) mesures contre l'immigration familiale, voie par laquelle pouvait transiter de nouveaux arrivants,
- 3) constructions de 12 centres de rétention (1) et rafles pour assurer le contrôle à l'intérieur du territoire national,
- 4) mesures contre les étudiants étrangers et les jeunes avec l'expulsion pour ceux qui cumulent une année de prison,
- 5) maintien d'une carte d'un an pour une frange de travailleurs soumis aux aléas de la production.

La politique de gauche vis-à-vis de l'immigration, loin d'être en rupture avec celle pratiquée précédemment, ne vise en fait qu'à mieux organiser l'exploitation des travailleurs étrangers en tenant compte des nouvelles conditions économiques et sociales qui sont celles des années 80. Naturellement, cette politique, en conformité avec les intérêts de l'impérialisme français, ne satisfait pas forcément certains secteurs de la bourgeoisie pour qui toute réglementation globale est un obstacle à l'utilisation "souple" de la main-d'oeuvre en fonction des besoins économiques.

Pour des raisons de calcul politique à court terme, la droite se lança dans une bataille tout azimut et hystérique contre la gauche au pouvoir en développant par exemple l'équation : immigré = délinquance. La campagne sur l'insécurité fut le coup d'envoi du développement de l'extrême-droite de le Pen. C'est pourquoi Fabius a accusé la droite de faire le jeu de l'extrême-droite en oubliant que la gauche a sa part de responsabilité symbolisée par les surenchères verbales des Maurois, Defferre, Dufoix et autres pantins de l'anti-racisme en paroles.

Au-delà des péripéties politiques qui opposent la droite et la gauche, et malgré les magnifiques grèves de l'automobile en 1983 quand les travailleurs immigrés voulaient faire appliquer en pratique, contre la maîtrise raciste et fascisante, l'égalité des droits reconnus en paroles par la gauche, il est clair que la régularisation partielle de 1982 dont se glorifiait F. Autain, a concrétisé et ouvert une situation différente de celles des années 70.

La stagnation sociale qui se reflète dans une chute abrupte des heures de grève combinée à la montée de l'extrême-droite ouvertement raciste, a fait apparaître sur le devant de la scène politique, un mouvement social qui s'appuie sur l'anti-racisme et prétend combattre pour l'égalité des droits.

Ainsi va naître et se développer de 1983 à 1985 un mouvement qui donnera naissance à SOS Racisme, qui n'est au fond qu'une forme renouvelée d'organisations anti-racistes traditionnelles en perte de vitesse et sur lequel le PS peut s'appuyer pour contrer l'offensive de la droite, en agitant la menace fasciste et les accolances idéologiques entre les ténors de l'opposition et le Front National. Un brin de Résistance, quelques souvenirs de la dernière guerre, un appel aux valeurs républicaines et le tour est joué; l'équilibre rétabli. On fait d'une pierre deux coups : faire oublier la politique de rigueur et obliger la droite à recentrer le débat sur la cohabitation entre autres.

Ce recentrage, relayé par l'opération "touche pas mon pote", traduction sociale des tirades anti-lépnistes du PS, devrait d'ailleurs voir à terme, pour les législatives de 1986, une baisse d'audience du Front National, dans la mesure où des luttes ouvrières et en particulier, celles des travailleurs immigrés, ne viennent pas bouleverser le jeu politique actuel.

Tout ceci démontre que,

loin de constituer une force réelle permettant aux prolétaires de lutter et de s'organiser, le "melting-pot" anti-raciste tourne le dos aux intérêts des travailleurs immigrés comme le montre encore l'appui de la CIMADE à la construction des centres

de rétention et ne vise qu'à déplacer la lutte pour l'égalité des droits sur le terrain insipide du mouvement d'opinion et qui dans l'avenir se réduira à la seule revendication du droit de vote pour les immigrés aux municipales.

L'EGALITE DES DROITS ET LE DROIT DE VOTE.

Le thème de l'égalité des droits nous a fourni tout un éventail de concepts, tels l'assimilation, l'intégration, la francisation, le droit à la différence qui délimitent les projets et les objectifs des différentes forces politiques et sociales opposées et en même temps unies sur la nécessité du contrôle de l'immigration.

Par ailleurs la reconnaissance du droit des immigrés à rester en France - dans quelles limites et sous quelles conditions, voilà l'objet des affrontements idéologiques - ne résoud aucunement les conditions matérielles de leur existence et par contre-coup celles des luttes sociales qu'elles peuvent faire naître.

Il est clair que derrière les revendications culturelles se profile l'ombre de la lutte des classes car les difficultés d'intégration des immigrés ne proviennent pas de difficultés ethniques, linguistiques, religieuses, etc. mais bel et bien de leur situation de prolétaires dans le camp bourgeois pourrissant du capitalisme français.

"L'intégrisme", "classe du XIX^e siècle", "petites Palestines", clament les chantres du régime qui s'inquiètent des conséquences du développement des contradictions sociales. Chacun y va de son couplet pour dénoncer la menace future d'explosions sociales qu'ils pressentent.

La gauche n'arrête pas, elle, de proclamer qu'elle a su mettre un frein à la venue des "hommes du Sud", qu'elle s'attache à contrôler leurs mouvements et qu'elle pourra faire encore mieux en les intégrant progressivement dans le jeu de la démocratie bourgeoise. D'où l'intérêt de faire miroiter aux yeux des travailleurs immigrés une possible participation aux affaires publiques pour régler les problèmes qui les touchent.

C'est dans ce contexte que l'expérience de Mans-en-Barrois prend toute son importance parce qu'elle offre une perspective au mouvement anti-raciste et en particulier à SOS Racisme, qui affirme sa volonté de se tourner vers la jeunesse en général, toutes classes confondues, préparant ainsi l'avenir.

En attirant le prolétariat sur ce terrain, la gauche peut espérer canaliser les énergies qui se déploient autour de luttes partielles mais plus fécondes du point de vue de l'intérêt immédiat et à long terme des prolétaires de toutes nationalités. Elle vise aussi à briser toute velléité de lutte indépendante des forces bourgeoises et opportunistes, condition du renforcement des rangs prolétaires. Les militants combatifs et révolutionnaires ne doivent donc pas commettre l'erreur de centrer leurs attaques sur le droit de vote en dénonçant seulement la manoeuvre de récupération politique qu'il sous-tend mais ils doivent avant tout pénétrer le mouvement en y défendant une perspective de classe qui tend à unir le prolétariat sur la base de la défense intransigeante de ses conditions de vie et de travail et en montrant que le droit de vote, comme tous les droits politiques des travailleurs n'a de sens que s'il se raccroche à une lutte réelle pour l'obtention de l'égalité des droits en opposition à toutes les attitudes des différentes forces qui composent l'anti-racisme et dont le but est d'arracher les prolétaires de leurs intérêts immédiats pour une revendication d'égalité abstraite. Le prolétariat ne saurait lutter pour un seul de ses droits sans mettre en oeuvre les conditions d'organisation et de lutte pratique qui préservent ses intérêts de classe. Dans le cas contraire il vendrait sa peau pour une assiette de pois chiches.

1) Centres identiques à ceux d'Arcenc servant à parquer les sans-papiers ou les étrangers jugés en situation irrégulière avant expulsion.

ABONNEMENTS AU JOURNAL

Pour une année: France: 30 FF
Suisse: 20 FS
Paiement par chèque bancaire ou
chèque postal à l'ordre de:
VALENTINI - 7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG

SOS - Racisme en croisade

SOS Racisme par-ci, SOS Racisme par-là. SOS Racisme parcourt la France en quête d'adhérents. Meetings, concerts et bientôt une grande fête à la Concorde (tout un programme) à Paris au mois de juin.

Un pote est passé à Besançon pour exposer ses idées pour combattre le racisme. La municipalité socialiste avait prêté pour l'occasion une de ses plus belles salles. Une centaine de personnes étaient présentes. But de l'opération : créer un comité Stop-racisme fédéré à SOS Racisme. L'orateur présente SOS Racisme : une bande de jeunes, des copains qui veulent lutter contre le racisme au-delà de tout clivage politique. Mais qui sont ces jeunes ? Ces copains ? Il suffit de lire l'article de "Libération" du 10 mai pour voir que la réalité ne colle pas au discours. Julien Dray, 10 ans à la LCR et ex-membre du comité central, aujourd'hui au PS. Même chose pour deux autres animateurs de SOS-Racisme, tous deux anciens membres de la LCR devenus "socialisant". Bernard Pignero, ancien assistant parlementaire d'un député socialiste.

A leurs côtés, Christian Delorme, de la CIMADE qui soutient la construction de centres de rétention et les mesures de G. Dufoix sur l'immigration familiale, "mettant à la disposition de SOS tout son réseau d'associations protestantes, catholiques, maghrébines..."; Eric Gheballi, président de l'union des étudiants juifs de France, organisation sioniste présentée par l'orateur comme un groupe de copains qui ont formé des petits groupes informels par-ci, par-là. Voilà les nouveaux jeunes de Marek Halter, fervent soutient d'Israël, qui écartent leurs aînés (les déçus de 68).

Dans les personnalités qui soutiennent SOS on trouve ceux qui comme Bernard Henri-Lévy signe un appel pour que les USA interviennent au Nicaragua (la soi-disante Internationale de la Résistance) ou comme L. Stoléru ministre giscardien, partisan du contrôle de l'immigration (lois Bonnet - Stoléru en

79), du matraquage et de l'expulsion par les CRS des travailleurs des foyers en lutte.

Quelle belle bande de copains ! Quelle jeunesse !

Qui soutient SOS à Besançon ? Encore des copains ! L'association l'Arête dont le conseil d'administration est truffée de personnes dévouées corps et âme à la municipalité socialiste et qui veut lutter contre la délinquance.

Que fait SOS-Racisme ? Elle envoie ses troupes au cimetière de Bitburg sous la pression de l'UEJF protester contre la venue de Reagan et dénoncer le fascisme; sans doute pour mieux faire oublier le racisme de l'Etat d'Israël. Elle débarque à Miramas pour annoncer qu'elle va prendre en charge le rapatriement de la victime au mépris de la plus élémentaire pudeur (SOS adore les médias) suivant en cela l'exemple publicitaire de G. Dufoix déposant une gerbe à la mémoire de Aziz Madak, assassiné à Menton et victime indirecte de la politique de contrôle mis en oeuvre par ce ministre.

Passons sur le fait que notre orateur-copain prétend que la vente des badges "n'a rien rapporté"; dans ce cas qui finance les déplacements en avion, le million offert pour le rapatriement, le voyage en bus à Bitburg, les déplacements des copains. Plutôt que de se justifier sur l'argent récolté, il aurait été plus intéressant de dire à quoi cet argent serait employé ? Expliquer par exemple en quoi le financement de concerts musicaux est utile à la cause de l'anti-racisme ?

Mais pour ceux qui ont tenté de faire dire à l'orateur comment SOS compte combattre le racisme, la seule réponse fut de créer un comité; comité qui s'est effectivement constitué mais où la discussion fut réduite à l'approbation des statuts de l'association. Quelle clarté pour avancer et s'organiser !

Démagogie, mensonges et illusions sont les traits caractéristiques de ces potes d'un genre un peu particulier. ●

Nos méthodes et perspectives de luttes contre le racisme

Dans la société capitaliste, la bourgeoisie dispose du produit social et le répartit en fonction des besoins de conservation sociale qui assure la pérennité de son régime.

L'alignement des différentes forces sociales et politiques par rapport à la politique bourgeoise détermine leur degré d'intégration et leur capacité d'encadrement des exploités et explique leur prise de position et leur attitude pratique par rapport à tel ou tel aspect de la vie sociale et politique.

Toute tentative de masquer les antagonismes de classe revient immédiatement à faire l'impasse sur les conditions concrètes de la lutte à mener et sur les objectifs à poursuivre pour parvenir non seulement à des résultats concrets mais aussi à un renforcement des rangs de ceux qui luttent.

Les luttes de l'immigration et l'approfondissement de la crise tendent à fissurer le bloc de l'unité nationale bâti autour du mythe de l'expansion économique et de la prospérité éternelle de l'après-guerre. Le racisme et le renforcement du contrôle de l'immigration sont des symptômes parmi d'autres des affrontements de classe qui se préparent.

Contre la phraséologie démagogique de SOS Racisme les militants combatifs qui veulent lutter contre le racisme, les discriminations et le contrôle de l'immigration doivent s'efforcer de le faire au travers de comités ou groupes indépendants de toute politique bourgeoise en cherchant à coordonner leur action par le bas sur la base de luttes réelles qui concernent les différents aspects du contrôle de l'immigration (meurtres racistes, quotas HLM, expulsions, etc.) dans les quartiers et les usines.

L'union entre tous les travailleurs ne peut en aucun cas se décréter ou se réaliser par le rassemblement de toutes les bonnes volontés ou en s'appuyant sur un groupe de la population, les jeunes

par exemple, jugé plus apte à lutter sans sectarisme parce que jeunes et enthousiastes. Il est tout à fait faux de prétendre comme le fait SOS Racisme que l'adhésion d'une majorité hétéroclite au badge "touche pas à mon pote" renversera le courant raciste parce que le racisme n'est pas le produit de la bêtise, ni des discours de le Pen ou de la crise uniquement comme l'affirment certains (le PCF par exemple) mais le produit de nécessités économiques et politiques qui divisent les travailleurs entre eux et oppose des classes aux intérêts contradictoires et qui poussent divers éléments de la société (l'Etat, des partis, des couches sociales) à imposer par la violence la soumission du prolétariat aux intérêts de l'impérialisme français. De ce point de vue, le racisme est aussi une réponse aux luttes de l'immigration et prouve que lorsque les travailleurs défendent leurs intérêts, ils trouvent en face d'eux les défenseurs de la société bourgeoise. Le racisme et le contrôle de l'immigration révèlent les antagonismes de classes qui travaillent la société bourgeoise et démasquent les unités factices et les discours mensongers sur le thème de l'égalité, de la liberté et de la fraternité.

Contre cette violence et cette pression on doit opposer la résistance quotidienne en sachant que le combat sera long et difficile et qu'il sera d'autant plus efficace que les participants auront une vue claire du chemin à parcourir et des obstacles qui s'opposent à une unité toujours plus compacte des différents groupes de résistance qui se battent sur ce terrain.

La création de SOS Racisme correspond à une tentative de ressouder des intérêts opposés, qui tendent à s'affronter toujours plus ouvertement, autour de la démocratie et de la paix sociale chère à l'opportunisme ouvrier et petit-bourgeois. Les militants combatifs doivent lutter sur ce terrain pour y défendre l'indépendance de classe du prolétariat. ●

LE PCF : CHIEN DE GARDE DE L'IMPERIALISME

(Suite de la page 1)

Pour les différents groupes de l'ex-extrême-gauche, avec en tête les trotskystes, le P"CF paierait le prix à la fois d'une direction antidémocratique et sectaire refusant un large débat interne et d'une politique trop suivoiste à l'égard du PS et au-delà de la bourgeoisie. Ces différents groupes espèrent le retour du P"CF au prix d'un changement de direction, à une attitude "révolutionnaire", qu'ils conçoivent d'ailleurs d'une manière parfaitement naïve, ce qui leur permettrait de célébrer de grandes retrouvailles avec un parti qui, en définitive, reste selon eux le point d'appui indispensable de la reprise des luttes ouvrières.

Ces différentes élucubrations ont finalement un point commun : elles supposent que le P"CF est un parti "subversif" (qui plus est fidèle à Moscou...) ou susceptible de retrouver sa vocation anticapitaliste initiale. Elles ne font en réalité, que traduire le poids de l'idéologie dominante bourgeoise dont l'hégémonie a pour but de tirer un rideau de fumée devant les travailleurs pour entraver le processus de prise de conscience et d'organisation des forces prolétariennes sur des bases réellement communistes.

C'est pourquoi il nous semble important de rappeler notre position concernant la nature profonde du P"CF ainsi que la signification de ses manoeuvres contre-révolutionnaires.

Faute de place nous ne développerons pas une analyse historique précise de la trajectoire du P"CF depuis sa création, nous nous réservons d'y revenir ultérieurement. Rappelons simplement que dès sa création, le P"CF est un parti révolutionnaire **mort né**, puisque composé de 2 courants : l'un issu de l'anarcho-syndicaliste révolutionnaire, (dont les principaux représentants étaient Monatte, Rosmer qui dès 1924 sera de fait écarté et exclu du P"CF, par l'autre courant. Ce dernier était issu du social-chauvinisme le plus abject puisqu'il avait participé à l'union sacrée lors de la boucherie impérialiste de 1914-1918 (d'ailleurs Cachin et Frossard, les animateurs de ce courant qui dirigeront le PCF dès ses débuts, avaient été mandatés en 1915 par l'impérialisme français, pour rencontrer Mussolini et lui donner des subsides afin qu'il mène une campagne en faveur de l'intervention militaire de l'Italie aux côtés des Alliés). Ce courant avait formellement et superficiellement adhéré au bolchevisme en 1920 pour profiter de l'attraction que ce dernier exerçait sur les masses prolétariennes en France. Dans un certain sens la vague révolutionnaire issue de la 1ère guerre mondiale et amplifiée par la victoire d'octobre, premier exemple vivant de révolution prolétarienne victorieuse, avait contraint ce courant à jouer un double jeu afin de désamorcer la lutte des classes et de l'enfermer dans une orientation opportuniste de soumission aux intérêts fondamentaux de l'impérialisme français.

Toute la trajectoire du P"CF à partir de 1925, à travers l'adhésion totale au stalinisme, renforcera cette orientation contre-révolutionnaire : lors du Front Populaire ("il faut savoir arrêter une grève"), de la Résistance ("à chacun son boche"), de la "Libération" ("la grève est l'arme des trusts") jusqu'à mai 68. A chaque fois le P"CF s'est imposé tant pour ce qui concerne les événements de la lutte des classes en France, que dans les colonies (notamment lors de la guerre d'Algérie) ou dans le reste du monde en défendant des orientations contre-révolutionnaires et bourgeoises.

C'est pourquoi le P"CF est selon nous un parti ouvrier bourgeois : bourgeois par ses orientations politiques, ouvrier par son influence au sein des masses travailleuses en s'appuyant sur les couches les plus corrompues par l'impérialisme français et qui constituent l'aristocratie ouvrière. C'est pourquoi la perte de son influence parmi les travailleurs ne peut, selon nous, en aucun cas constituer une catastrophe mais ouvre au contraire des possibilités et impose une plus grande dénonciation de la trahison menée par le P"CF.

La nature profonde du P"CF entraîne deux conséquences pour l'évaluation de son attitude présente. La première, c'est que ce parti, comme tout parti opportuniste est inéluctablement condamné à une œuvre politique et pratique. Il n'est pas aisé de prétendre défendre les travailleurs tout en agissant pour le compte des intérêts fondamentaux de l'Etat capitaliste et impérialiste. Il est même inévitable qu'un fusible mis en place pour éviter le court-circuitage de l'exploitation bourgeoise par la lutte prolétarienne vienne à sauter. A cet égard le P"CF paie aujourd'hui le prix de son efficacité dans l'application d'une stratégie contre-révolutionnaire particulière qui fut développée pendant plus de 20 ans au service de l'ordre social bourgeois en France : la stratégie de l'union de la gauche qui a permis d'abord de canaliser les luttes ouvrières dans les ornières de l'électoratisme puis à partir de 1981

dans l'effort de modernisation et de restructuration de l'appareil productif capitaliste au moyen d'une offensive contre les conditions de vie et de travail des masses laborieuses. Une telle stratégie fondée sur la désorientation et le dévoiement des luttes ouvrières est nécessairement condamnée à subir, en retour, les effets de la désillusion des travailleurs. Cela impose la nécessité pour l'opportunisme de s'adapter aux conditions nouvelles pour continuer à servir, en bon laquais, les intérêts de ses maîtres.

La deuxième conséquence c'est que la redéfinition du rôle du P"CF ne découle pas fondamentalement d'une stratégie autonome mais dépend au contraire des impératifs auxquels l'Etat impérialiste français doit faire face. Nous avons déjà analysé dans ces colonnes, le recentrage politique dans lequel s'est engagé le gouvernement depuis un an. Ce recentrage suppose que le P"CF se dégage d'une association directe à la gestion des affaires pour se refaire une "virginité" afin de se préparer à endiguer les inévitables poussées de luttes ouvrières. Poussées qui seront d'autant plus inévitables que, sur le plan économique, l'effort de restructuration impose la poursuite massive de licenciements notamment dans la sidérurgie et dans l'automobile : au moins 20 000 à Renault d'ici 1987.

C'est par rapport à ce contexte qu'il faut évaluer le 25ème Congrès dont la ligne correspond à une renonciation de l'Union de la gauche. Cette renonciation répétons-le ne doit pas être comprise comme la prise de conscience définitive par le P"CF du caractère irrémédiablement "social-démocrate" du PS. Nous disons au contraire que le PS et le P"CF ne se font aucune illusion, et depuis longtemps, sur leur nature réciproque pour la bonne raison que tous deux sont au service de l'Etat bourgeois, chacun sur un registre particulier, lointain héritage de la rupture imposée en France par la montée généralisée de la vague révolutionnaire des années 1917-1923 sur le plan international. C'est pourquoi ces deux partis jouent alternativement la carte de l'union ou de la désunion pour bernier les travailleurs et servir leurs exploiters bourgeois.

Jusqu'à l'année dernière la carte de l'union a permis d'anesthésier toute riposte prolétarienne tandis que l'Etat et les partis commencent à s'attaquer aux travailleurs et à licencier. Néanmoins les plans de licenciements indispensables pour restaurer et préserver les profits, comme cela a été le cas depuis 1981, sont loin d'être entièrement accomplis. De plus la docilité des travailleurs tend à s'estomper d'où la nécessité pour la bourgeoisie et ses laquais de chercher à anticiper sur les éventuelles réactions de colère et de lutte des masses ouvrières. C'est ce qui explique le départ du P"CF du gouvernement ainsi que le "durcissement" apparent de sa ligne survenu au 25ème Congrès.

Ce "durcissement", qui est un des aspects des manoeuvres anti-ouvrières de la bourgeoisie, signifie la nécessité pour le P"CF, afin d'être crédible auprès des travailleurs (donc efficace pour ses maîtres impérialistes), de jouer un jeu oppositionnel clair et tranché. Or un tel jeu l'oblige auprès de sa base, à casser et modifier bien des habitudes que la bonzerie de son appareil de base a acquies depuis plus de 20 ans.

Cela entraîne donc, également, la nécessité d'abandonner une ligne politique de collaboration de classe au sommet de l'Etat pour la remplacer par une occupation du terrain à la base, notamment dans les usines. C'est ce qui explique le programme de "1 000 rencontres pour l'avenir" organisées par la direction du P"CF.

Ce durcissement se traduit aussi par la comédie organisée lors du dernier comité central au cours duquel certains dirigeants ont critiqué la mollesse de la CGT et de Krasucky pourtant membre du Bureau politique du P"CF. En réalité, il s'agit pour le P"CF d'entraîner derrière lui l'appareil de la CGT sans provoquer de casse entre les militants du P"CF et pro-PS. Les critiques adressées à Krasucky ont donc pour objectif de souder les rangs de la CGT afin qu'elle puisse intervenir sur le terrain des luttes (mais pour les étouffer) de manière efficace.

La première application concrète de ce durcissement s'est révélée à propos de SKF. L'action, soigneusement préparée, représente un test important pour le P"CF. Son objectif n'est évidemment pas de lutter efficacement contre les licenciements prévus par SKF, licenciements acceptés, en son temps, par le ministre du P"CF, Jack Ralite. Il est plutôt de traduire en acte le nouveau dispositif contre-révolutionnaire élaboré par le 25ème Congrès pour étouffer les luttes ouvrières : le P"CF lutte soi-disant radicalement contre SKF parce que c'est une entreprise étrangère insouciante de l'intérêt national et des travailleurs qui pour les contre-révolutionnaires du P"CF

sont évidemment identiques. On peut s'attendre à ce que ce type d'action soit reproduit dans les semaines et les mois qui viennent.

Il faut cependant ajouter que derrière la répétition de ces actions le véritable problème du P"CF est de parvenir à vendre son infecte salade réformiste qui prétend concilier l'intérêt des travailleurs et celui de l'ordre bourgeois, sur le dos du travail salarié et pour le compte du Capital. La stratégie économique du P"CF repose en gros sur les affirmations suivantes : refus de l'existence de sureffectifs, recherche et mise en valeur de nouveaux débouchés, condamnation de la politique d'investissements à l'étranger pratiquée par les sociétés nationalisées, relance de l'industrie française, etc. En somme lutter contre la crise dans le cadre de l'économie de marché qui pourtant la secrète inévitablement, en cherchant naïvement l'efficacité dans un repli national. Le but d'une telle démarche n'est

évidemment pas de chercher à imposer ses solutions par une lutte radicale. Il est de les préparer comme débouché et solution aux futures luttes ouvrières afin d'empêcher l'émergence de solutions réellement radicales, prolétariennes et communistes.

Ces contrepropositions du P"CF sont en réalité autant de contre-feux mis en place par les pompiers sociaux que sont les Marchais, Krasucky et compagnie (nous parlerons une autre fois de leurs acolytes Maire et Bergeron).

Contre-feux qui doivent démontrer leur efficacité au sujet des licenciements massifs prévus dans les mois qui viennent dans la sidérurgie et chez Renault. C'est sur ce terrain précis que se jouent la crédibilité et l'efficacité du P"CF aux yeux de ses maîtres impérialistes. C'est sur ce terrain que les travailleurs et tous les révolutionnaires doivent se mobiliser pour une autre solution : une solution réellement communiste et indépendante de toute influence bourgeoise et petite-bourgeoise, une solution de lutte de classe. ●

La révolte des prisons

"L'ordre doit régner". Badinter en digne successeur de Plevin (1971) et de Lecanvet (1974) n'a pas manqué de le rappeler, soutenu par certains syndicats de gardiens et d'administration pénitentiaire qui réclamaient des sanctions et secondé par des juges qui se sont empressés de les prononcer (peines de prison de 15 mois et 6 mois à 3 détenus à Douai en comparaison directe, le dimanche s'il vous plaît !).

A l'intérieur, à l'abri des regards, ce fut aussi la répression par CRS et gaz lacrymogènes interposés avec la participation des directeurs, gardiens et infirmiers comme à Fresnes, où un détenu a fait une chute mortelle après avoir été déséquilibré par une grenade, pour distribuer des coups et remplir les mitars pour apprendre aux détenus à se révolter contre les conditions carcérales alors même que beaucoup s'accordent à reconnaître la légitimité des revendications avancées par les détenus.

La règle c'est que le détenu doit se soumettre et ne pas agir au-delà de ce que le règlement permet, quand il est appliqué, même si son intégrité physique et psychologique est menacée par la logique administrative et son laxisme quand il s'agit de besoins élémentaires concernant la santé, la communication avec autrui, la possibilité de se défendre, etc. 44 000 détenus pour 32 500 places. La surpopulation pénale fut la grande accusée pour expliquer la dernière révolte des prisons qui s'est soldée par de nombreux suicides et auto-mutilations.

Explication commode qui permet d'escamoter les conditions de détention qui déterminent la vie des détenus, la réalité de la justice à deux vitesses, l'allongement des peines au regard des délits, les préventives indéterminées. Qui se préoccupe du prétoire, ce tribunal intérieur qui donne au directeur de prison le droit d'être à la fois juge et partie, des QHS supprimés officiellement et rétablis en pratique, des provocations et tabassages exercés par certains gardiens, du racket au niveau des cantines (achats du détenu par le biais de l'administration), du laisser-aller en ce qui concerne les soins aux prisonniers, de la suppression des parloirs et droits de visite tellement important pour les emprisonnés, de la censure du courrier et de la presse ? Les médias en parle parfois, quand le vent de la révolte se lève ; cependant, seul compte le spectaculaire et quelques images bien filmées avec des commentaires suggestifs : émeutes-surpopulation-ordre et sécurité-réformes. L'expression des détenus est intolérable comme le montre les attaques contre les journaux et les radios qui s'en font l'écho (procès "d'Otages", de "Transmuraillie express", pression sur Radio Libertaire).

Après ces événements que reste-il de l'idéologie de la réinsertion sociale des détenus ?

La réinsertion est un mythe que l'on ressord périodiquement, humanisme oblige, pour justifier l'emprisonnement à valeur éducative des jeunes prolétaires qui ont dépassé les limites de la légalité bourgeoise dans l'espoir d'obtenir les produits de la richesse sociale qu'on agit sans cesse sous leur nez sans leur donner les moyens d'en profiter ou alors au prix de la soumission aux valeurs mercantilistes qui animent la vie sociale bourgeoise.

Cette fois-ci encore, la méthode du bouc-émissaire pour esquisser les responsabilités du mode social bourgeois a prévalu ; la surpopulation et le mélange des détenus simples avec les détenus véritablement dangereux serait la cause de toute cette agitation. Les premières informations accusaient Action Directe, puis

d'autres meneurs furent trouvés, les DPS (détenus particulièrement surveillés). Raisonnement classique qui attribue la cause à l'effet pour justifier l'ordre établi.

La société punit ; l'individu doit comprendre et faire le bon choix pour suivre le droit chemin.

Bien entendu, les défenseurs de l'ordre établi ne croient pas un instant à ce raisonnement idéaliste qui sert à sanctifier aux yeux des exploités et opprimés, l'existence des conditions sociales générales, véritables matrices de la délinquance et du désordre permanent.

Le prolétariat révolutionnaire n'a donc aucune morale à proposer pour assurer la réinsertion des détenus dans l'ordre bourgeois délictueux dont la décomposition est le fruit de rapports sociaux basés sur les seules valeurs marchandes et étrangers par nature à toute humanité véritable.

La réinsertion sociale des détenus est impossible à réaliser. Notre seule perspective est d'abolir cette société de classe pour en finir avec la contradiction qui oppose la société et l'individu. Ce combat est aussi celui des prolétaires emprisonnés qui luttent contre les conditions bestiales de l'enfermement et son but l'anéantissement de toute volonté indépendante.

Ne laissons pas la bourgeoisie et ses instruments de pression et répression police-justice-prison-éducation, encadrer, surveiller et punir dans l'indifférence. La classe bourgeoise a moins le droit que tout autre de se prévaloir du droit de juger, elle qui condamne l'humanité toute entière à la guerre, la famine et l'insécurité. ●



Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, comptes-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

LIBAN : DECHAINEMENTS DES CONTRADICTIONS IMPERIALISTES ET CAPITALISTES

(Suite de la page 1)

listes US, français et italien, constitue sans conteste un échec. Au-delà d'une politique de massacre, de terreur et de dictature militaire les plans du sionisme et des impérialismes pour imposer leur brutale domination, les tensions et les antagonismes demeurent entiers et sont même amplifiés, même s'ils sont loin d'ouvrir dans l'immédiat des perspectives révolutionnaires de lutte prolétarienne antisioniste et anti-impérialiste. Le Liban est plus que jamais transformé en un volcan aux éruptions chaotiques, en une bombe dont la minuterie est destinée à s'emballer avec le temps sous l'action de la vieille camarade du communisme révolutionnaire, la taupe de l'histoire.

A en croire tous les commentateurs bourgeois, attachés à la défense des intérêts de l'ordre impérialiste contre-révolutionnaire au Moyen-Orient (comme d'ailleurs partout dans le monde) la situation au Liban est devenue d'une extrême complexité en raison de l'action de forces sauvages, rétrogrades, fanatisées dont le seul but est de s'entretenir et de mettre en péril les fondements de la civilisation occidentale si pure et si raffinée. Mais il ne faut pas s'y tromper : derrière l'arrogance de ces pseudo-analyses se profile une réelle inquiétude chaque jour croissante non pas en raison des massacres menés cette fois par les milices d'Amal contre les camps palestiniens de Sabra, Chatila et de Borj el Barjneh mais bien en raison des détournements d'avions et d'une "pagaille" qui risque de compromettre sérieusement les affaires. Nous ne discuterons pas sur le drame des bourgeois et des impérialistes régulièrement condamnés à se scandaliser face aux contradictions et à la pourriture qu'ils engendrent inévitablement. Ainsi l'Etat sioniste d'Israël venu pour liquider, au-delà de la destruction de 7 000 combattants de l'OLP, toute capacité des masses palestiniennes et libanaises de lutte indépendante par rapport aux multiples manœuvres réactionnaires des différents Etats et des différentes forces contre-révolutionnaires de la région, se retrouve face à une hostilité et à une opposition massive de la communauté chiite du Liban force de plus de 700 000 personnes.

Pourtant la population chiite du Sud-Liban avait en juin 1982 laissé passer les armées sionistes sans manifester d'opposition en raison d'une hostilité à l'égard des forces de l'OLP et surtout du Fatah, dont l'attitude corrompue et sectaire en raison de sa nature et de son orientation bourgeoise avait creusé un important fossé avec la cause palestinienne, empêchant de la sorte une réelle union combattante contre le sionisme comme contre les privilèges des forces réactionnaires au Sud-Liban. Ce fossé avait été élargi par le mouvement religieux Amal dont l'orientation politique est tout sauf révolutionnaire. Cependant la brutalité de l'occupation et de la terreur systématique menée par le sionisme a fini par dresser toute la population chiite contre Israël; ce qui s'est traduit par le développement d'une lutte armée menée essentiellement par des groupes politiques "laïcs" comme par exemple l'organisation d'action communiste ou des combattants libanais et palestiniens (cf "Le Monde Diplomatique" de septembre 1984 et mars 1985).

Cela a fortement contribué à l'échec d'Israël. Mais cet échec à imposer une solution contre-révolutionnaire stable est également dû aux manœuvres de l'Etat syrien, solidaire du sionisme et de l'impérialisme pour contrer les poussées de lutte révolutionnaires des masses mais engagé dans une lutte de rivalité pour faire avancer ses propres visées bourgeoises et contre-révolutionnaires.

Pour l'Etat syrien l'objectif est certes de chercher à étendre son influence à tout le Liban pour effacer une division opérée par l'impérialisme français dans les années. 20 pour séparer son mandat syrien en deux protectorats distincts (cf "Le Proletaire" n° 378). Mais au-delà de cette tendance historique générale la Syrie cherche depuis 1975 à étendre son influence sur le Liban pour chercher à ne pas être exclue d'un processus de paix impérialiste et contre-révolutionnaire global au Proche-Orient; l'exclusion d'un tel processus hypothéquant à la fois l'extension de l'influence syrienne dans la région et plus prosaïquement la récupération du plateau du Golan, perdu lors de la guerre du Kippour en 1973 et qui commande toute la défense de la plaine de Damas. Une telle exclusion est loin d'être une menace fictive puisque déjà le processus de Camp David s'est réalisé en

écartant et en isolant la Syrie; de plus les négociations entamées entre le gangster US et le boucher Hussein de Jordanie, négociations dans lesquelles la direction officielle de l'OLP cherche à obtenir un strapontin, aggravent le risque d'isolement de la Syrie.

C'est pourquoi depuis 1975 jusqu'à aujourd'hui l'action de la Syrie a consisté à s'imposer comme seule force de recours pour maintenir une stabilité au Liban et se faire de la sorte inclure dans un processus de paix impérialiste et réactionnaire avec le maximum d'atouts en main. Pour cela l'Etat syrien a joué alternativement, avec le cynisme le plus criminel, les différentes forces en présence les unes contre les autres : soutenant d'abord l'OLP contre les chrétiens phalangistes, puis ces derniers en 1976 contre le rapprochement OLP-"gauche" libanaise (en orchestrant les massacres du camp de Tell El Zaatar) et ainsi de suite. Parallèlement l'Etat syrien s'est efforcé de contrôler entièrement le mouvement palestinien en appuyant les dissidents d'Abou Moussa (certes combattifs mais politiquement et tactiquement condamnés à jouer le rôle de pion faute de pouvoir rompre avec l'Etat syrien) contre la direction corrompue du Fath et de l'OLP, en cherchant à désarmer entièrement sur le plan politique et matériel la Résistance palestinienne pour la réduire à un rôle d'auxiliaire par rapport à ses ambitions.

Dans une certaine mesure les manœuvres syriennes ont limité les ambitions sionistes ce qui a conduit ces deux Etats contre-révolutionnaires à se partager la tâche. Dans ce partage des tâches l'Etat sioniste continue d'occuper une place centrale sur le plan régional comme poutre maîtresse de l'ordre imposé sur le dos des masses palestiniennes et arabes dans la région; poutre maîtresse par rapport à laquelle la Syrie et la Jordanie sont condamnées à se positionner (cf Le Proletaire n° 377, un objectif central la destruction de l'Etat d'Israël), même si c'est à travers des frictions et des rivalités.

Ce partage conflictuel des tâches s'est clairement manifesté vis-à-vis des masses palestiniennes sauvagement frappées par les coups d'Israël comme de la Syrie. Il s'est également vérifié dans les manœuvres conjointes concernant le Liban, manœuvres de plus en plus intenses au fur et à mesure que les plans du sionisme et de la Syrie sont freinés - depuis 1982 pour ce qui concerne la définition d'une solution politique "cohérente".

Cela s'est traduit par le fait qu'alternativement Israël et la Syrie ont contribué à attiser les antagonismes confessionnels en jouant de leur influence sur les mouvements politiques censés représenter les différentes communautés du Liban.

Avant de poursuivre, rappelons qu'il y a quatre communautés essentielles au Liban : les chrétiens, les sunnites, les druzes et les chiïtes. Depuis 1943 à 1982 l'Etat libanais ou ce qui en tenait lieu reposait, par la "grâce" de l'impérialisme sur un "équilibre" mettant en avant les représentants politiques réactionnaires des communautés chrétiennes et sunnites, équilibre accordant une large prépondérance à la communauté chrétienne. Cet "équilibre" avec le temps se trouva en contradiction avec l'évolution démographique plus forte des communautés musulmanes, surtout chiite et l'accentuation des clivages sociaux. De plus les réfugiés palestiniens de plus en plus nombreux après les massacres de Jordanie ont par la force des choses contribué à souligner le caractère de plus en plus périmé et oppressif de cet "équilibre", ce qui a accentué les contradictions internes du Liban ainsi que les tensions régionales; Cette situation ouvrait, et ouvre, la perspective d'une lutte unie des masses palestiniennes et libanaises contre le sionisme, l'impérialisme et les forces réactionnaires en combinant la lutte d'émancipation nationale palestinienne avec la lutte des masses du Liban et de la région dans un processus de révolution ininterrompue prolétarienne.

L'orientation politique bourgeoise de l'OLP et l'absence d'une force politique communiste révolutionnaire influente n'ont pas permis de mettre en oeuvre cette perspective, qui même retardée reste historiquement à l'ordre du jour, ouvrant la voie à toutes les manœuvres bourgeoises et impérialistes.

C'est dans ce contexte qu'Israël et la Syrie sont parvenus à jouer les différentes communautés du Liban les unes contre les autres, ainsi que contre les masses palestiniennes, dans le cadre d'un partage conflictuel des rôles.

Israël en privilégiant d'abord Amine Gemayel et les Forces Libanaises chrétiennes, puis au moment du retrait de Beyrouth et de la montagne du Chouf en dressant druzes et chrétiens les uns contre les autres en appuyant alors le PSP de Walid Joumblatt. La Syrie en jouant le PSP et Amal (prétendant représenter la communauté chiite aujourd'hui la plus nombreuse et la plus défavorisée) contre les Forces Libanaises pour abroger l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983 et patronner la constitution d'un gouvernement d'"union nationale" au printemps 84 destiné à rechercher la définition d'un nouvel équilibre politique réactionnaire au Liban.

Au fur et à mesure qu'Israël se replie vers le Sud du Liban, la Syrie et le sionisme se sont efforcés de faire pression sur les différentes forces politiques (Forces Libanaises, PSP, Amal) pour "cantonaliser" le Liban (ce qui laisse une plus grande marge de manœuvre au sionisme et à un éventuel recours à de futures opérations militaires comme à la Syrie) et frapper les masses palestiniennes comme toute force qui pourrait directement ou individuellement leur servir de point d'appui; ce qui explique la liquidation des milices Mourabitoun (sunnite pro-nassérien) en avril 85 à Beyrouth par le PSP et Amal.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'action d'Amal qui cherche (attaque sauvage des camps palestiniens de Beyrouth, détournement d'avion, etc.) à la fois à s'imposer comme représentant politique des masses chiïtes et à devenir une force "crédible" incontournable dans l'élaboration d'une solution politique réactionnaire.

Il est clair que la recherche d'une solution contre-révolutionnaire rencontre des difficultés énormes en raison de l'accumulation croissante de contradictions de plus en plus incompressibles. On pourrait s'en réjouir si ce n'était pas les masses palestiniennes et libanaises qui en faisaient

les frais de la manière la plus sanglante.

L'accumulation de ces contradictions ne produit pas de solution automatique en faveur des masses. Elle impose au contraire pour tous les révolutionnaires un indispensable travail de bilan politique complet en rupture avec tout suivisme tactique manœuvrier aussi inefficace que catastrophique, pour l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire prolétarienne indépendante susceptible d'intégrer la lutte d'émancipation nationale palestinienne dans un processus de révolution ininterrompue des masses palestiniennes, libanaises et arabes de la région contre l'impérialisme, le sionisme, les Etats bourgeois et toutes les forces réactionnaires qui agissent sur place; un processus ininterrompu de lutte révolutionnaire capable de démêler et de résoudre d'une manière communiste et prolétarienne les unes après les autres toutes les contradictions qui ensèrent et asphyxient les poussées de lutte des masses. Cela suppose également l'émergence d'une force politique organisée et indépendante capable d'appliquer sur le terrain cette stratégie et de gagner ainsi en influence.

Ce double impératif (élaboration d'une stratégie, développement d'une force politique combattante organisée) représente une phase incontournable permettant d'articuler les poussées de lutte radicale selon une orientation indépendante de tout manœuvrisme et de tout suivisme tactique préconisé par des prétendants stratégiques qui croient jouer au plus malin en rentrant dans des politiques d'alliance à bascule et qui sont condamnés à devenir de petits bonapartes locaux vite mis à la retraite ou à s'abîmer dans les oubliettes de l'histoire.

Ce double impératif concerne de plus les communistes révolutionnaires internationalistes du monde entier pour éviter que le brûlot libanais ne devienne un terrain de préparation au déclenchement d'une troisième boucherie impérialiste. ●

Discipline impérialiste au Maroc

Des relations entre la France et le Maroc sont au beau fixe si l'on en croit Laurent Fabius notre premier ministre commis voyageur lors de sa visite officielle fin avril à Rabat : "Je constate notre amitié profonde" a-t-il dit au roi, après avoir signé des contrats portant sur la vente de plus d'un million de tonnes de céréales, sur l'installation de 60 000 lignes téléphoniques, sur la vente de navires spécialisés pour le transport d'acide phosphorique, etc. Un peu plus tôt il avait loué "la politique courageuse" du gouvernement marocain.

Cette politique courageuse consiste à imposer une austérité renforcée aux masses pour satisfaire aux engagements internationaux, c'est-à-dire pour payer les créanciers (France, Arabie Saoudite, USA, etc.) et à ouvrir encore plus les portes du pays aux grandes sociétés étrangères. Dans une interview à une revue patronale française le ministre marocain des finances met les points sur les i : "beaucoup de choses lient le Maroc à la France (...). Pour quoi ne pas nous associer dans la recherche de la compétitivité par la qualité et le coût ? Vous avez le know-how, le marketing, les produits; nous avons la main d'oeuvre, l'espace, la discipline" (1).

Le directeur d'une filiale de Thomson confirme : "Le Maroc offre une main d'oeuvre fiable et rémunérée à peu près comme en Asie. Ajoutez que nous sommes à 3 heures de Paris" et à Renault Industrie Maroc on constate "avec enthousiasme" : "une amélioration des marges de près de 40 % par rapport à un produit fabriqué en France".

La "discipline" nécessaire à la "fiabilité" de la main d'oeuvre est assurée sans faiblir pour les plus grands profits du capitalisme international. Depuis les émeutes de janvier 84, 80 procès politiques se sont déroulés et plus de 1 600 personnes sont passées en jugements. 13 condamnations à mort ont été prononcées, 37 réclusions à perpétuité et de lourdes peines de prison pour la plupart des accusés.

Cependant, malgré le mur du silence élevé par les autorités avec la complicité tacite de l'opposition, des mouvements de résistance naissent dans les prisons. Fin avril des détenus de Marrakech, Safi, Essaouira, Kénitra et Rabat entament une grève de la faim pour obtenir que soient teneus les promesses faites après les grèves de l'an dernier. La grève a été interrompue pendant la durée du Ramadan et devrait reprendre par la suite.

Etant données les conditions très difficiles dans lesquelles se déroule ce mouvement il a un besoin urgent de soutien en France même : il ne s'oppose au fond pas seulement aux autorités marocaines mais derrière elles à l'ordre imposé par le capitalisme mondial et au premier rang par le capitalisme français si bien servi par ses laquais "socialistes". ●

1) "L'usine nouvelle": Maroc, un royaume pour investir, 11/4/85.

IMPRIMERIE

IMPRE
30, rue de Lingolsheim
67810 Holtzheim
Distribué par les NMPP
n° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926.

ADRESSE UNIQUE (France)

VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG.

CORRESPONDANCE POUR LA
SUISSE :
Editions programme
12, rue du Pont
1003 LAUSANNE

AFRIQUE DU SUD POUDRIERE DU CONTINENT NOIR

LA FORMATION DE L'ETAT ET DES CLASSES.

Lorsque Jan Van Riebeeck débarque le 5 avril 1652 dans la baie du Cap pour le compte de la Compagnie néerlandaise des Indes Orientales, ce n'est alors que dans l'objectif d'implanter une escale sur la route des Indes pour le ravitaillement des bateaux de la Compagnie. La Compagnie s'installe et instaure le monopole du commerce, de l'administration et de la production agricole, monopole qui sera l'origine du premier antagonisme social entre le capital commercial et ceux qui allaient devenir les colons du pays, les boers. En effet la Compagnie exploite sur ses terres des prolétaires, d'origine hollandaise, qui ne révent bientôt que de briser les chaînes qui les retiennent et d'exploiter la terre si abondante pour leur propre compte. C'est en 1657 que la Compagnie autorisera ses premiers employés à s'établir comme "citoyen libre". En 1688 ce ne sont encore que 800 familles qui seront établies dans la région périphérique au Cap, mais commencent alors les premières tentatives de pénétrer les terres plus en profondeur. Dans ces déplacements de "peuplement" les colons affronteront les tribus occupant les terres et leur livreront une guerre sans merci qui renforcera socialement et idéologiquement la communauté boer.

Le déclin progressif de la puissance coloniale hollandaise entraîne la Compagnie vers la faillite et suscite les visées de la puissance en pleine expansion qu'est l'Angleterre. 1795 marque le début de l'implantation britannique en Afrique australe. Le capitalisme anglais ne s'intéresse alors dans cette zone qu'à des objectifs coloniaux et stratégiques car le Cap contrôle la route des Indes et de l'Extrême-Orient et le contrôle des mers est la carte maîtresse que joue l'Angleterre. En 1814 le Cap sera cédé par la Hollande à l'Angleterre pour 6 millions.

La présence de l'Angleterre accélérera le processus de colonisation et ravivera la formation des premières classes sociales. D'un côté en effet le développement du commerce à partir du Cap va secréter une bourgeoisie commerçante tournée vers l'extérieur et dont les investissements agricoles seront destinés à l'exportation. La laine et le sucre qu'elle produit prendront le chemin de l'Angleterre et de ce fait elle liera son sort à celui de la métropole. De l'autre les paysans boers, d'origine hollandaise ou hugenote plus tard, en migration vers l'intérieur des terres vont pratiquer une agriculture archaïque, basée sur l'exploitation esclavagiste des populations noires vaincues sur leur passage.

Ces deux classes seront en conflit permanent tant sur le principe de la colonisation forcenée, le Cap soucieux de maintenir l'ordre s'inquiétait des nombreux conflits incontrôlés avec les tribus, que sur le plan commercial, car le Cap imposait des prix agricoles extrêmement bas que la production traditionnelle boer ne pouvait défier. Alors que le colon boer soumet à l'esclavage les tribus noires, le Cap en 1828 et 1823 abolit l'esclavagisme, pas pour raison humanitaire cela va de soi, mais parce que le capital agricole a besoin de force de travail libre pour produire sa plus-value. Simultanément le Cap revisera et perfectionnera son mode de perception des impôts. En réaction à ces poussées du capital pour rendre plus compétitive la production agricole et renforcer le pouvoir central du Cap, les boers émigrèrent en masse vers le centre du pays (le "grand Trek") et fonderont l'Etat du Transvaal en 1852 et l'Etat libre d'Orange en 1854.

Ces Etats seront alors reconnus par l'Angleterre qui y vit finalement un excellent rempart contre l'Afrique noire tribale et imprévisible. Mais très rapidement ces deux Etats colons et paysans vont être bouleversés par l'introduction à forte dose de capital dès la découverte en 1867 des premiers gisements diamantaires puis aurifères. Le capital commercial du Cap, à l'essor lent et au rendement annuel propre à l'agriculture dont il tirait ses profits, ne pouvait réaliser ce que le capital industriel fera en bouleversements sociaux et économiques. L'immigration était d'ailleurs lente et freinée même par le Cap car elle gonflait les rangs d'une classe petite paysanne arriérée et opposée à la puissance métropolitaine. Avec l'essor des mines, le prolétariat cessera d'être agricole: durant les 25 dernières années du XIX^e siècle le flux des étrangers, pour la plupart prolétaires attirés par le travail des mines exigeant une qualification que ne pouvait posséder les populations noires, doublera la population blanche qui passera à 700 000 personnes.

Il faut noter que dès l'installation des premières mines, la bourgeoisie assoi-

fee de force de travail totalement disponible, n'ayant donc pas d'autre moyen de subsistance que de vendre sa force de travail, mettra en place tous les mécanismes qui priveront les tribus noires de leur moyen de subsistance traditionnelle, l'agriculture pastorale. Au fur et à mesure des besoins capitalistes cette politique brisant les rapports archaïques de production ne fera que s'accroître et généraliser ses effets à tout le territoire.

Si on regarde la carte, on constate que toutes les richesses minières se trouvent réunies dans les Etats centraux, en pleine zone boer. Si les boers bénéficient alors de quelques miettes retombées du festin capitaliste, ils sont tenus à l'écart de l'essentiel par le capital minier peu enclin à encourager cette agriculture quasi féodale et peu à même de satisfaire ses besoins d'approvisionnement à long

ques et sociales. Du côté de la bourgeoisie, d'une part les représentants des grandes compagnies minières que les vieilles bourgeoisies commerçantes du Cap ont ralliées, classe éminemment capitaliste et tournée sur les marchés extérieurs, d'autre part les représentants des classes moyennes paysannes issues des colonies ayant une vision autocentrée du développement économique de l'Afrique du Sud et défendant les thèses les plus racistes. Du côté du prolétariat se situent d'une part les blancs d'origines européennes ou boers et de l'autre un prolétariat noir, métis ou indien soumis au diktat des lois de la ségrégation raciale de façon systématique dès la constitution de l'Union sud-africaine en 1910. Dès sa naissance le capitalisme sud-africain adoptera une composition et une structure sociale qui sera la base de son spectaculaire essor mais qui

aux prolétaires au service des boers de cultiver un lopin de terre, regrouper sur des territoires de "réserve" ces masses déracinées et instaurer un strict contrôle de leur déplacement en dehors des zones qui leurs sont attribuées pour éviter qu'elles ne s'agglutinent autour des grandes villes à la recherche d'un travail. L'objectif sera aussi par la même occasion de saper l'économie rurale au profit des grandes fermes capitalistes et d'empêcher la naissance d'une classe moyenne agricole noire.

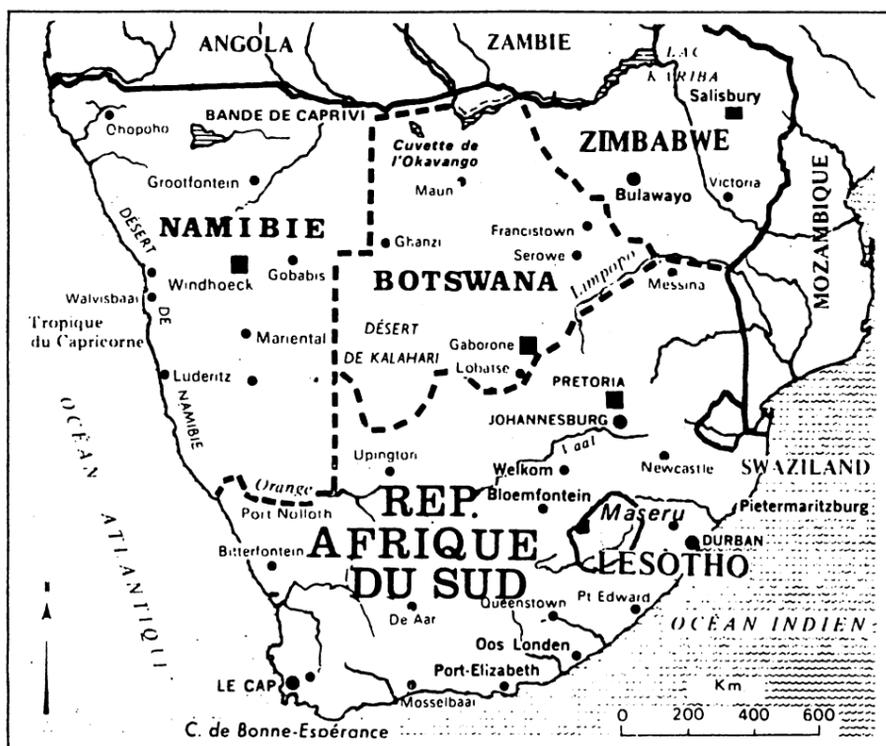
La réserve noire ainsi instaurée aura donc pour fonction d'alléger les charges de reproduction de la force de travail en fonctionnant, au début du moins, sur un mode de production agricole traditionnel en mesure de nourrir les bras pour le capital. Mais le développement effréné du capital, la concentration toujours plus grande de la population des réserves, l'appauvrissement des terres (déjà les moins bonnes), la destruction progressive des rapports sociaux et productifs traditionnels érodés par la pénétration du mercantilisme à l'origine et du capitalisme, rendront les réserves - les bantoustans ou les Etats "indépendants" - de moins en moins capables d'assumer cette tâche et transformeront les masses noires en un prolétariat de plus en plus caractérisé, ne possédant vraiment plus que la vente de sa force de travail comme seul moyen de subsistance. Cette transformation interne des réserves explique largement pourquoi les luttes des masses noires perdront de plus en plus leur caractère national et ethnique - même si ces caractères font et feront toujours partie intégrante du mouvement social - pour adopter un profil prolétarien toujours mieux défini.

Au début du siècle il est d'ailleurs intéressant de relever que les réserves noires, encore relativement peu peuplées car l'exode forcé ne faisait que commencer, produisaient plus qu'elles ne consommaient. Le produit brut des réserves ne représentait d'ailleurs que le 2 % du PNB sud-africain, mais plus significatif encore est le fait que la part des salaires dans le revenu global des réserves est passée de 55 % en 1950 à 75 % en 1973 et que cette proportion doit être encore plus élevée aujourd'hui.

Le 6 janvier 1975 une grève de 12 000 ouvriers des mines de Vals-Reefs (à 150 km de Johannesburg) éclate, la révolte enfleuvre la ville plusieurs jours de suite et subit une répression policière sanglante. A l'origine de la lutte, justement le refus des ouvriers de se soumettre à une nouvelle loi du gouvernement fantoche du Lesotho, obligeant les ouvriers migrants à rapatrier 60 % de leurs salaires.

Les noirs ont été chassés sur les terres les plus mauvaises, les blancs se réservant les grands espaces fertiles où il est possible de pratiquer une irrigation rationnelle des terres par la maîtrise des cours d'eau comme le fleuve Orange. En 1960, les 8 "home-lands" représentant 13 % de la surface du pays comprenaient 30 % de terres totalement érodées et 40 % de terres moyennement érodées. La population noire y était de 6 900 000 personnes contre 11 000 000 vingt ans plus tard.

La politique de refoulement des populations noires dans les réserves se poursuit toujours, mais elle est arrivée à ses limites sans résoudre les antagonismes de classe mais au contraire en amorçant une bombe sociale pour l'avenir, bombe que s'empresse aujourd'hui de désamorcer l'impérialisme et ses relais du capital international d'Afrique du Sud, car toute cette zone australe concentre une convergence d'intérêts et de positions stratégiques à défendre absolument.



terme. Les boers seront aussi en constante opposition avec les étrangers, mineurs d'origine européenne et surtout anglaise, attachés aux intérêts de leurs mines. La nécessité pour le capital de libérer du joug esclavagiste le noir employé des fermes boers pour les plier au joug de l'esclavage salarié est bien exprimée par ces chiffres : en 1885 les mines n'employaient encore que des blancs, en 1900 il y aura 100 000 ouvriers noirs dans les mines. Leur base d'exploitation sera le travail forcé et migrant. C'est donc à cette époque que se mettent définitivement en place les structures politiques et sociales de la ségrégation raciale qui feront du prolétaire noir un citoyen de troisième zone.

La formidable poussée capitaliste bouleversera le rapport de force entre classes blanches étant peu à peu le pouvoir des mains des anciens colons boers pour le transférer dans celles des grandes sociétés minières du capital international. C'est pour s'opposer à cette envahissement du capital que les petits paysans esclavagistes prendront les armes et déclencheront la meurtrière "guerre des boers" qui durera l'espace de 3 ans, de 1899 à 1902 et qui se soldera par la défaite militaire boer et la réunion des 4 provinces d'Orange, du Transvaal, du Cap et du Natal et la formation de 3 protectorats noirs, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland.

Il faut relever aussi qu'à cette fin de siècle se formera dans la paysannerie boer une sous classe de paysans pauvres, minés par la concurrence de l'agriculture capitaliste, incapables de subvenir à leurs besoins qui fournira aux mines un bataillon de main-d'oeuvre important.

On trouvera donc dans les mines deux catégories d'ouvriers blancs, ceux de souche européenne qui voulaient résoudre le problème noir par la fermeture pure et simple des emplois aux gens de couleur, et ceux de souche paysanne dont l'exigence était de perpétuer à l'usine les mêmes rapports hiérarchiques et de privilèges entre eux et les noirs que ceux qui prévalaient autrefois sur leurs terres. Dès sa formation le prolétariat blanc se dressera d'un bloc contre les prolétaires noirs et la bourgeoisie acceptera d'accorder aux blancs des privilèges exorbitants dans la mesure où elle pouvait exploiter le plus durement le prolétariat noir.

A l'aube du XX^e siècle, sont donc réunies toutes les classes sociales principales qui feront ensuite le jeu des luttes politi-

ques et économiques de plus en plus insurmontables.

La première loi ségrégationniste du nouvel Etat, la "Native Labor Act" de 1911, interdira aux prolétaires de couleur l'usage de la grève et considérera toute rupture du contrat de travail de leur part comme un crime. La "Native Land Act" de 1913, fixera à 7,3 % la surface des terres dont pouvaient s'approprier les noirs (surface qui passera à 13,6 % en 1936!). Plus tard viendront encore s'ajouter le "Native Urban Act" qui instaurera le "pass", pièce de légitimation nécessaire à tout noir se trouvant en zone blanche, ainsi que la "Native Affairs Act" qui dans le but d'exercer sur les masses noires un contrôle de l'intérieur, reconnaîtra l'autorité des chefs tribaux traditionnels, en la plaçant évidemment sous la tutelle blanche. En fait l'ensemble de ces lois préfigure la politique de l'apartheid, il s'agit de donner au capital la possibilité de puiser sans restriction les forces de travail dont il a besoin aux moindres frais et sans craindre une agitation sociale ouverte et permanente. Pour cela il faut déposséder les paysans noirs de leurs terres en interdisant même

	BLANCS	NOIRS
<i>Population et répartition du territoire</i>		
Population en 1974	4 160 000	17 745 000
Répartition du territoire	1 068 719 km ²	152 322 km ²
Répartition du territoire en %	87,5 %	12,5 %
<i>Conditions sanitaires</i>		
1 médecin pour	370	45 000
Mortalité infantile	2,7 %	20-50 %
Tuberculose (nombre de cas en 1973)	824	55 398
<i>Conditions de travail et salaires</i>		
Salaire mensuel des mineurs, 1975	663 rands	71 rands
Salaire mensuel des ouvriers de l'industrie, 1975	512 rands	109 rands
Chômeurs, 1970	381 330	624 380

Le manque de place ne nous permet pas de placer tout l'article sur l'Afrique du Sud. Les prochains journaux aborderont donc les autres thèmes de notre analyse. Il s'agit d'abord du rôle de gendarme de l'Afrique australe joué par l'Afrique du Sud au service de l'impérialisme pour maintenir dans les rangs toutes les populations noires. Ensuite nous expliquerons le processus de pénétration capitaliste de plus en plus profond qui a pour conséquence une prolétarianisation générale des masses noires et en fin nous aborderons les contradictions capitalistes les plus profondes dans lesquelles se trouve plongé le capital blanc et qui ne peuvent que faire éclater immédiatement toute la stabilité sociale de cette région si vitale pour l'impérialisme.

Répression au Burkina-Faso

Le Burkina-Faso (ex-Haute-Volta) est dirigé par un gouvernement "radical" qui se proclame lui-même "révolutionnaire" et "anti-impérialiste", depuis le coup d'Etat d'août 83 effectué par le bataillon de para-commandos dirigé par le capitaine Sankara. Ce gouvernement, où étaient représentés dans un premier temps la plupart des organisations de gauche (autour du Rassemblement des Officiers Communistes on trouvait la LIPAD "pro-soviétique", l'Union des luttes communistes, le Groupe Communiste, etc) a tout d'abord indéniablement rencontré une certaine popularité auprès des couches pauvres de la population.

D'autre part, les déclarations anti-impérialistes, le désir de nouer de bonnes relations avec les pays de l'Est ou la Lybie et de s'émanciper quelque peu du poids écrasant de la France, par ailleurs impliquée dans le coup d'Etat qui avait écarté Sankara en 1982 (1), expliquent le refroidissement des relations avec celle-ci.

Mais les liens avec l'impérialisme français n'ont jamais été rompus ni réellement menacés. Dès fin 83, la France, de façon significative, accordait un prêt de 3,5 milliards de CFA ce qui, avec un prêt algérien de 2 milliards de CFA, permettait d'équilibrer la balance des paiements. Nous n'entrerons pas dans les péripéties des relations entre Ouagadougou et Paris depuis 2 ans : il suffit de savoir qu'à l'aide de pressions diverses et de promesses d'aides financières l'Etat français a réussi à discipliner pour l'essentiel la nouvelle équipe gouvernementale. C'est ce que constate cyniquement "Marchés Tropicaux et Méditerranéens" un organe averti des milieux impérialistes: "la révolution Burkinabé, qui inquiétait

"considérablement lorsqu'elle éclata, ne suscite plus aujourd'hui les mêmes craintes qu'en 1983. C'est qu'elle a une face cachée, en ce sens que les détenteurs du pouvoir, sans changer publiquement de discours, ont su évoluer, faire la part des choses et acquiescer à une certaine expérience" (2). Et pour expliquer la satisfaction des "agents économiques" (sic), le journal cite le nouveau et libéral code des investissements, le sérieux financier, la lutte contre la corruption, et - last but not least - "la volonté de satisfaire les revendications syndicales après et non pas avant la prise en compte des conditions de rentabilité de l'entreprise". Après avoir salué le fait que "la création des comités de Défense de la Révolution n'a pas bouleversé l'ordre traditionnel de la brousse" et avoué "qu'à mesure qu'il se fait des ennemis à gauche, le nouveau régime gagne une certaine estime ailleurs", le journal ne peut cacher une certaine inquiétude: "la situation syndicale et le mécontentement de la jeunesse contribueront-ils à transformer les rapports de force (au sein du régime - NDLR) ?".

Les agissements du gouvernement Sankara devraient rassurer les "agents économiques" (lire : les intérêts de l'impérialisme et de la bourgeoisie locale). Selon des informations diffusées par la section de Grenoble de l'Association des Etudiants Burkinabés en France, des dirigeants syndicaux ont été arrêtés et emprisonnés, d'autres ont été licenciés, et une vague d'agressions physiques et d'intimidations contre les travailleurs et la jeunesse scolarisée a été déclenchée pour enrayer les mouvements de protestation contre les mesures d'austérité (baisses autoritaires des salaires, instauration de "travaux d'intérêt commun" obligatoires, etc);

Dans une interview à "Libération" (3) Sankara s'en prend aux "gauchistes, enfants privilégiés de la bourgeoisie" (air connu) et à "la minorité grouillante et bruyante qui a appelé la révolution de ses vœux mais qui s'en est détachée lorsque ses propres ambitions se sont trouvées gênées".

La question n'est évidemment pas l'ambition de quelques individus, mais le conflit avec les intérêts de couches sociales bien précises, même si le développement économique embryonnaire du pays gêne et atténue le déploiement de ces affrontements de classes.

Au Burkina-Faso, comme au Ghana voisin ou ailleurs, les nouvelles équipes dirigeantes "populistes" s'assurent un certain appui en feignant de reprendre à leur compte les aspirations des masses exploitées. Mais l'objectif est de mobiliser ces dernières pour le développement du capitalisme et c'est pourquoi ces régimes "anti-impérialistes" finissent par la répression ouverte contre les travailleurs et l'inévitable "mariage de raison" avec ... l'impérialisme (4). Seule l'armée, expression concentrée, hiérarchisée et disciplinée de la structure d'Etat, peut jouer ce rôle de mobilisation des masses tout en les disciplinant, en se présentant au dessus des classes, comme le défenseur des intérêts "généralistes" de toute la nation. Mais congénitalement incapables de satisfaire les besoins réels des masses ou de s'attaquer aux structures archaïques de la campagne parce que cela entraînerait le déchaînement des luttes de classes et donc menacerait l'ordre établi dont elles sont le rempart, ces équipes militaires sont contraintes, tout comme leurs prédécesseurs, de se tourner à nouveau vers les maîtres impérialistes.

Cette tendance, générale à l'échelle de la planète, est la démonstration pratique de la fin du cycle bourgeois des révolutions nationales et anti-coloniales qui a marqué l'après-guerre, en raison de l'épuisement de toute potentialité révolutionnaire de la part des jeunes bourgeoisies du Tiers-Monde. Les nouvelles vagues de luttes révolutionnaires revêtiront nécessairement des aspects prolétaires masqués. Elles devront pour réussir écarter de leur chemin les prétendues avant-gardes communistes qui sous couvert "d'anti-impérialisme" se font les défenseurs de l'Etat bourgeois en encensant les militants "progressistes". Elles mettront sans doute en mouvement à côté des prolétaires des villes, des masses énormes de paysans pauvres et de couches opprimées et elles auront donc à s'appuyer sur les revendications spécifiques de ces éléments; mais cela ne signifie pas que les prolétaires des villes ont à sacrifier leurs intérêts au profit d'autres classes censées être plus misérables, comme le réclament les bourgeois locaux et les tiers-mondistes européens. C'est le capitalisme et l'impérialisme qui ruinent et exploitent la paysannerie et les masses de sans-réserves, c'est eux qu'il faut combattre ici comme là-bas.

1) Cf "Le Proletaire" n° 374.

2) Marchés Tropicaux et Méditerranéens du 22/3/85: "la face cachée de la révolution".

3) "Libération" du 5/6/85.

4) Sankara, dans "Libération", parle de "mariage de raison" avec la France. De même aujourd'hui Rawlings reçoit les félicitations du FMI pour sa capacité à imposer l'austérité aux masses ghanéennes.

AIDE ALIMENTAIRE: UNE ARME AUX MAINS DE L'IMPERIALISME

Au sujet des "Etats industrialisés et du Tiers-Monde", un lecteur nous fait parvenir la lettre suivante :

"Tous les jours, dans les journaux, dans tous les journaux du monde, apparaissent des photos d'enfants des pays sous-alimentés avec pour commentaire : "aidez-les, envoyez leur ce que vous pouvez".

"D'après le magazine "Croissance des Jeunes Nations" d'octobre 82, le Tiers-Monde dispose d'un militaire pour 250 habitants, et seulement un médecin pour 2 000 habitants. Dans cette même revue, on pouvait lire que les importations d'armes du Tiers-Monde, en 10 ans, (de 1972 à 1982) sont passées de 1,3 à 6,5 % des budgets nationaux, que les budgets militaires croissent trois fois plus vite que le taux de croissance économique et que, lorsque le Tiers-Monde reçoit un dollar d'aide, il en dépense trois pour s'armer".

Famine. Malnutrition. Aide au Tiers-Monde. Commerce des armes. Notre lecteur a l'immense mérite de nous rappeler que nous n'avons pas fait d'analyse récente et globale de ces questions ô combien importantes.

AGGRAVATION DE LA FAIM DANS LE MONDE.

On se souvient des paroles de M. Kissinger, clôturant à Rome la Conférence Mondiale de l'alimentation en novembre 1974 : "dans une décennie, aucun enfant ne se couchera le ventre vide, aucune famille ne craindra pour son pain du lendemain".

L'Assemblée Mondiale de l'alimentation a célébré à Rome du 12 au 15 novembre 1984 le dixième anniversaire de cette conférence. Le texte de l'affiche tirée à cette occasion est clair: "aujourd'hui, davantage de personnes ont faim, davantage de familles rurales sont chassées de leurs terres. De plus en plus de terres sont dégradées ... Le règne de l'aide et de l'agrobusiness a fait empirer les choses".

Les bourgeois eux-mêmes sont donc obligés de reconnaître que le mode de production capitaliste a été incapable de résoudre le problème de la faim dans le monde. Pour qu'ils le reconnaissent la situation doit être grave.

L'exemple de l'Afrique est suffisamment évocateur à lui seul. "Le Monde" du 29/3/85 écrit en effet: "Alors que pendant les années 70, l'Afrique avait atteint l'autosuffisance céréalière, elle doit maintenant importer le quart de sa consommation. Selon une estimation encore provisoire, les vingt pays concernés devront, en 1985, importer 40 % de plus que l'année précédente et ils auront besoin, en outre, d'une aide alimentaire de 6,6 % millions de tonnes soit 3,2 millions de tonnes de plus qu'en 1984".

L'AIDE ALIMENTAIRE.

Globalement ce sont 800 millions de personnes, soit plus du tiers de la population des pays sous-développés qui vivent en dessous de ce que les technocrates bourgeois appellent "la ligne absolue de pauvreté". Par ailleurs, les trois quarts de la population totale de ces pays (soit près de la moitié de la population mondiale) souffrent de malnutrition permanente. En 1979, année internationale de l'enfance, 12 millions d'enfants sont morts de faim dans le Tiers-Monde.

Il est donc clair que, dans l'ensemble, la situation alimentaire des pays du Tiers-Monde s'est détériorée.

Une telle situation peut être explosive : elle l'a été et le sera encore. Aussi les institutions philanthropiques qui pullulent dans la société capitaliste emploient-elles toutes la même recette : augmenter les aides aux pays sous-développés.

C'est pourquoi comme le note notre lecteur, d'innombrables organismes, soit gouvernementaux, soit non gouvernementaux, font appel régulièrement à notre générosité afin de leur donner la possibilité d'atténuer la faim et les souffrances des "pauvres" du Tiers-Monde.

Mais cela n'est que la partie visible de l'iceberg : la partie invisible, c'est "l'aide alimentaire" accordée par les pays "riches" aux pays "pauvres". Ici, on pense tout de suite à "l'aide d'urgence" accordée à l'occasion de tremblements de terre, famines, inondations, sécheresse, guerres, etc. C'est elle qui a la faveur des médias : elle est spectaculaire. Pourtant, elle ne représente que 7 % de l'aide alimentaire totale.

A côté de cette "aide d'urgence", il y a "l'aide normale", dont les médias ne disent rien. Précisément parce qu'elles n'en disent rien, cela vaut la peine de s'attarder à l'analyser.

Prenons l'exemple américain, puisque c'est le géant de l'aide alimentaire. Depuis le début des années 50, les débouchés extérieurs sont indispensables à l'agriculture des Etats-Unis. De 1940 à 1950, la production agricole s'y est accrue de 50 % alors que la consommation intérieure n'augmentait que de 30 %. En 1953-54, les Etats-Unis n'assurent déjà plus que 22 % des exportations agricoles mondiales contre 40 % l'année précédente. Or les céréaliers américains préfèrent stocker leurs surplus plutôt que les vendre, ce qui entraînerait une chute des cours. Mais stocker coûte cher. Au cours des années 50, le stockage des surplus céréaliers américains coûtait un million de dollars par jour. Il fallait donc organiser l'écoulement de ces excédents. C'est l'objet de la loi publique 480 (P.L. 480) votée par le Congrès de Washington en 1954. A l'origine de l'aide alimentaire normale, on trouve donc le problème des excédents agricoles.

Sans l'analyser en détail, disons que cette loi donne aux Etats-Unis la possibilité de donner des produits alimentaires ou de les vendre en accordant des prêts avantageux. L'Etat receveur revend ces produits sur son marché intérieur, à bas prix, ou les échange contre du travail (reboisement, irrigation, construction de routes) et rembourse les Etats-Unis, en monnaie locale jusqu'en 1971, en dollars ensuite en versant l'argent sur un compte spécial appelé "fonds de contrepartie". Ce fonds est utilisé dans le pays receveur, soit par les Etats-Unis, soit par le pays receveur après approbation des E.U.

Au total, c'est 82 % de l'aide alimentaire qui est échangée ou vendue contre du travail. Nous sommes donc loin ici de l'image traditionnelle de l'aide alimentaire et nous comprenons du même coup que les médias n'en disent rien puisqu'il s'agit, non de charité mais de gros sous et de conquêtes de marchés.

En revanche, il est intéressant d'analyser plus de trente ans après le vote de cette loi, quelle valeur représentent les produits agricoles vendus dans le cadre de la loi 480 par rapport à la valeur de la totalité des exportations agricoles américaines :

Années	Valeur des produits transitant par la loi 480 par rapport aux exportations agricoles américaines totales (en %).
1955	25,5
1956-60	34
1961-70	28
1966-70	19
1976	5
1978	4
1983	2 (estimation)

On voit donc qu'au fil des années les dons et les exportations subventionnées ont été progressivement remplacés par des "ventes normales", alors que dans le même temps, l'ensemble des exportations agricoles américaines a considérablement augmenté. En fait, la loi 480 a bien contribué à l'écoulement des excédents, mais surtout, elle a ouvert des marchés nouveaux à l'agriculture américaine. Evidemment, dans leurs discours, les responsables bourgeois parlent de lutte contre la faim dans le monde. Mais, derrière les motifs humanitaires, se cachent les préoccupations économiques et politiques.

Préoccupations économiques ! Le texte même de la loi 480 précise qu'elle a pour but "d'accélérer la consommation des produits agricoles des E.U. dans les pays étrangers".

C'est simple ! Ça marche ! Nous venons de le voir.

Préoccupations politiques ! Ainsi, en 1967, après la guerre des six jours, les Etats-Unis suppriment toute aide alimentaire à l'Egypte. Après Camp David, lorsque Sadate redevient sage, l'aide reprend. De même, au Chili, les livraisons de céréales américaines cessent avec l'arrivée au pouvoir L'Allende et reprennent après le coup d'Etat militaire de Pinochet. On le voit, ce n'est pas parce que les E.U. sont les champions de l'aide alimentaire qu'ils nourrissent ceux qui ont faim. Ainsi, en 1974, année de la grande sécheresse au Sahel, les exportations agricoles des Etats-Unis destinées au Canada furent deux fois plus importantes que celles destinées à l'Afrique toute entière. De 18 millions de tonnes en 1965, l'aide alimentaire américaine est tombée à 4 millions de tonnes en 1973 et à 1,5 million de tonnes en 1974. Les affaires sont les affaires !

Evidemment, depuis 1954, la législation américaine relative à l'aide alimentaire a subi des modifications. Mais quelle que soit la manière dont elle est mise en oeuvre, quels que soient les canaux de distribution, l'aide alimentaire est utilisée par les E.U. en fonction de leurs intérêts économiques et politiques.

En ce qui concerne la Communauté Economique Européenne, il est intéressant de noter qu'au début, ses responsables ont critiqué l'aide alimentaire, l'accusant de faire baisser les prix des produits agricoles des pays du Sud et de ralentir la croissance de leur production alimentaire. Mais les affaires sont les affaires ! Aussi les politiciens bourgeois ont-ils révisé leurs appréciations à partir du moment où l'Europe, à son tour, a eu des excédents alimentaires à écouler.

L'agriculture européenne produit en effet trop de lait et, dans une moindre mesure, trop de blé.

On ne sera donc pas étonné d'apprendre que la C.E.E. est le premier fournisseur d'aide alimentaire dans ce domaine : elle expédie 95 % du butter oil (huile extraite du beurre et stockable à température ambiante) et plus de 50 % du lait en poudre reçus par les pays du Tiers-Monde.

Tout comme les Etats-Unis, elle fait passer ses intérêts avec ceux des populations qui ont faim : le volume de l'aide est tributaire du niveau des stocks, lesquels reflètent la vigueur ou le marasme des "affaires". Ainsi, en 1973, alors que le marché international des produits laitiers était très actif, l'aide dans ce domaine fut réduite au quart de ce qu'elle était au début des années 60, bien que plusieurs régions du monde fussent ravagées par la famine. D'abord, faire du fric !

L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET L'AIDE ALIMENTAIRE.

Mais au sein de la CEE, c'est la place de l'impérialisme français qu'il est intéressant d'analyser de plus près.

Dans le cadre du "dialogue" Nord-Sud, Mitterrand ne manque pas une occasion de se présenter comme le défenseur des pays du Tiers-Monde. Mais une étude consacrée en 1981 à l'aide alimentaire par le très sérieux Centre Français du Commerce extérieur nous apprend ce que cachent les paroles généreuses et les envolées lyriques du superchef de l'impérialisme français : "il s'agit de faciliter l'écoulement d'excédents agricoles, céréaliers ou laitiers.

"Cette solution s'avère sur les plans économique et politique plus rentable que les alternatives consistant à stocker les surplus dans des conditions coûteuses, à les détruire ou à limiter la production. L'introduction de produits mal adaptés aux besoins fondamentaux est susceptible de créer à terme une demande indirecte qui aboutira à des importations commerciales croissantes (phénomène de substitution progressive des flux commerciaux au flux d'aide, observé notamment dans le cas des E.U)". On ne saurait être plus clair et plus cynique!

L'impérialisme français pousse d'ailleurs la CEE à l'augmentation de l'aide alimentaire communautaire pour la bonne et simple raison que cette dernière "est exécutée à plus de 60 % en céréales françaises". Ainsi, au cours de la campagne

1982, la CEE et d'autres pays étrangers ont acheté respectivement 610 000 tonnes et 15 000 tonnes de produits céréaliers sur le marché français pour les expédier dans les pays du Tiers-Monde au titre de l'aide alimentaire. Quant à la France, au cours de la même campagne, elle a expédié au même titre 228 500 tonnes de céréales dans les pays du Sud alors que ses exportations vers ces mêmes pays s'élevaient à 3,9 millions de tonnes et le total de ses exportations à 17,4 millions de tonnes.

En 1982 et pour la deuxième année consécutive, les céréales et produits dérivés ont été la première source de devises de la France, devant l'automobile. On le voit, le pétrole vert, ça marche pour l'impérialisme français ! Mais il faut rester

vigilant, car la concurrence, surtout américaine, est rude.

Nous n'avons pas parlé de la lenteur et de l'inadaptation fréquentes de l'aide alimentaire, nous bornant à montrer son but véritable qui est de régulariser les marchés agricoles des métropoles impérialistes en même temps que de leur ouvrir de nouveaux débouchés.

Dans la suite de cette étude, nous montrerons comment l'aide alimentaire, continuant le travail du colonialisme, bouleverse le tissu social des pays du Tiers-Monde (développement des cultures industrielles au détriment des cultures vivrières, endettement, plans d'austérité du Fonds Monétaire International, émeutes de la faim, répression et, donc, commerce des armes, comme le note notre lecteur). ●

(à suivre)

QUE REVENDIQUE LE COMMUNISME

Historiquement et logiquement, salariat généralisé et production pour la production sont indissolublement liés. Le salariat ne se généralise que si la plus grande partie de la population est dépourvue de moyens de production et, plus généralement de propriété; alors, la grande majorité des hommes est contrainte de vendre sa vie contre argent à une puissance extérieure pour pouvoir subsister. Cette "puissance extérieure" est, comme chacun sait, la classe détentrice des moyens de production. Comme toutes les classes dominantes de l'Histoire, celle-ci vise à s'approprier des moyens de jouissance sans participer elle-même à l'activité sociale, sans se soumettre elle-même à l'obligation de travailler.

On pourrait donc croire qu'en régime capitaliste, le but de la production est la satisfaction des besoins de la classe dominante et que la vie de la grande majorité des hommes est subordonnée à ce but. En réalité, les choses ne sont pas aussi simples, comme le prouve déjà le fait qu'en URSS, il y a en somme un capitalisme sans capitalistes ! S'il s'agissait exclusivement d'entretenir une poignée de capitalistes, il ne serait pas nécessaire - même s'ils ont les dents très longues - que des millions et des millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens s'échinent à longueur d'année dans une hâte de plus en plus fébrile. Il n'y a aucune commune mesure entre les milliards d'heures de travail journalier fournies chaque année par la population salariée de tous les grands pays industrialisés avancés et les besoins de consommation des gros actionnaires des banques, des entreprises, des firmes et de la haute bureaucratie d'Etat par-dessus le marché. Chacun sait fort bien qu'à "trop bien payer" ses salariés, l'Entreprise ou la Firma courrait un risque pire encore que de ne pas verser à ses actionnaires des dividendes "suffisants" à leurs yeux : elle ferait faillite sur le marché. Quant à l'Etat qui agirait de même, il ferait banqueroute. Donc, même sans recourir à des notions de haute économie, en s'en tenant simplement à la réalité empirique, on saisit que n'obéissant pas aux besoins des salariés, l'économie capitaliste n'obéit pas davantage aux besoins personnels des membres de la bourgeoisie, mais aux lois impersonnelles du marché qui s'imposent jusqu'à la classe dominante elle-même.

Ces lois commandent - comme on ne cesse de nous le répéter jusqu'à la nausée - la réduction des coûts de production. Des entreprises productives et des ouvriers proprement dit, cet impératif s'étend à toutes les firmes, toutes les administrations publiques et privées et par conséquent à toute la population salariée. C'est donc la dictature du marché qui explique cet étrange paradoxe : plus l'humanité produit ou est capable de produire de richesses, plus fébrilement elle doit travailler, plus sévèrement elle doit tenir en bride ses besoins, et plus mal elle vit donc, finalement si "bien vivre" ne signifie pas comme pour le bourgeois... "acheter davantage" ! Mais alors, tout se passe comme si le but de la production n'était pas du tout la consommation sociale, mais la production elle-même ! Dans le capitalisme archi-mûr d'aujourd'hui, il n'est pas jusqu'à la conscience vulgaire qui ne soit frappée d'une telle absurdité, puisqu'on ne compte plus les naifs - vrais ou simulés - qui demandent publiquement : pourquoi l'expansion ? la chose est réjouissante, parce que c'est la réalité la plus quotidienne qui impose à des millions d'hommes, qui n'ont certes jamais lu le savant "Capital" de Karl Marx, la reconnaissance de la vérité qui s'y trouve formulée depuis plus d'un siècle : le point de vue du capitalisme est la production pour la production et non pour la satisfaction des besoins sociaux, parce que le capitalisme produit des marchandises et non des biens d'usage.

Que la classe aujourd'hui salariée parce que dépossédée de tous les moyens d'existence propres entre en possession de

La critique marxiste de la société bourgeoise est essentiellement la critique du salariat. Sa condamnation du capitalisme est essentiellement la condamnation de la production pour la production. C'est ce que l'opinion commune, empoisonnée par les préjugés de cette société et par les mensonges de l'opportunisme, est incapable de comprendre. C'est ce que les marxistes révolutionnaires ne doivent cesser d'expliquer et de rappeler.

tout ce qui est nécessaire et suffisant pour assurer son existence collective, voilà une révolution sociale qui change tout. Le point de vue de la classe salariée ne peut pas être de "réduire les coûts de production", puisque finalement ce que le capitalisme appelle ainsi c'est la vie humaine elle-même qu'il réduit à une bien pauvre chose ! Le point de vue serait plutôt, pour employer une formule facile, d'augmenter ces "coûts" ! Il ne peut être davantage de travailler d'autant plus intensément que la productivité du travail est plus grande, mais tout au contraire d'utiliser la productivité accrue pour se libérer de l'esclavage millénaire du travail. Cela tombe sous le sens de quiconque n'est pas une canaille opportuniste, un chrétien ou un bourgeois.

Tant qu'à côté du capitalisme existait une vaste zone de petite production d'un rendement social misérable et qui contraignait les producteurs à une existence encore plus barbare que celle des prolétaires en tant qu'existence purement privée, isolée, ce point de vue de la classe salariée ne pouvait pas encore apparaître comme l'intérêt de la société toute entière et il ne pouvait donc triompher dans la réalité. Mais depuis que le capitalisme l'a emporté sur les modes de production plus arriérés, l'intérêt de la société toute entière se confond avec l'intérêt de la classe salariée auquel tous les intérêts particuliers doivent être impitoyablement soumis, ce qui suppose la dictature politique du prolétariat. Alors, la nature capitaliste de la libre entreprise, qui dans un régime où, comme en Russie, le profit d'entreprise est tabou, est simplement limitée, tombe complètement.

La "libre entreprise" n'est en effet qu'un groupe particulier d'intérêts qui agit comme s'il était le centre du monde, c'est-à-dire mobilise autant de moyens de production et de matières premières, embauche autant de travailleurs que son capital et ses perspectives commerciales le lui permettent, sans se demander si ces ressources et ces travailleurs ne seraient pas plus utiles dans une autre branche d'activité; qui produit autant de sa marchandise particulière qu'il arrive à en placer sur le marché sans se demander si d'autres biens ne seraient pas socialement plus utiles, quitte à faire la "guerre psychologique" à toute la population pour la persuader du besoin qu'elle a de cette marchandise particulière.

Mais l'entreprise centre-du-monde (qu'elle soit "privée" ou, comme en Russie, d'Etat, le résultat est socialement le même !) engendre de telles absurdités qu'elle devient de moins en moins tolérable. La norme nouvelle dérivant de la substitution de la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie ne pourra être que la réglementation sociale directe de la production. Cela suppose l'intégration des anciennes entreprises dans un tout cohérent, mais cela ne peut se faire sans que la distribution des travailleurs dans les différentes branches de production et activités en général qui s'effectue aujourd'hui au petit bonheur la chance soit réglée centralement en fonction des besoins réels de façon qu'on n'ait pas par exemple trop d'acier et trop peu de denrées alimentaires, trop de moyens de transport et trop peu de locaux d'habitation, trop de chansons, de films, de livres, etc. et pas assez de services d'éducation et de santé, etc. sans compter beaucoup trop de propagande bourgeoise et opportuniste et déplorablement peu d'écrits communistes !

Chose curieuse, tout le monde comprend de mieux en mieux cette nécessité à mesure que le joug capitaliste devient de plus en plus pesant, mais - par la faute de l'opportunisme - très peu de gens saisissent que substituer une économie sociale cohérente à

la libre entreprise signifie cesser de produire les biens comme marchandises, comme valeurs attestées par un prix en monnaie, comme produits échangeables ! Pourtant, même dans l'entreprise actuelle, les différents ateliers n'"échangent" pas leurs produits. L'atelier de montage, par exemple, reçoit directement ses pièces de l'atelier de fabrication sans avoir besoin de les lui acheter. A l'intérieur de l'entreprise, on comptabilise sans doute bien les quantités de travail dépensé à chaque stade, pour éviter le gaspillage en petit (alors que le gaspillage en grand triomphe à l'échelle de la société !) mais ces quantités de travail ne prennent pas la forme de valeurs, en d'autres termes le produit n'est affecté d'un prix monétaire qu'au moment où ce produit est achevé et "sort" de l'entreprise.

Mais s'il s'en "sort" fatalement, c'est que l'entreprise a des limites étroites et que dans les limites plus larges de la production sociale considérée à l'échelle d'un pays, d'un continent et à plus forte raison du monde, une foule d'entreprises indépendantes se meuvent et s'agitent comme des molécules folles. Que les limites étroites de l'entreprise actuelle soient reculées à celles de la production sociale d'un pays, d'un continent et finalement du monde - en

d'autres termes que l'entreprise actuelle devienne à l'économie globale ce que ses différents ateliers lui sont présentement à elle (c'est cela et rien d'autre la socialisation des moyens de production), non seulement il n'est plus nécessaire d'affecter les produits d'un prix monétaire, mais cela devient complètement impossible. La valeur et le prix ne peuvent apparaître qu'à la limite du système si bien que lorsqu'il devient mondial, ils disparaissent totalement. La production marchande du capitalisme va régressant à mesure que la révolution sociale gagne du terrain, ce qui ne signifie pas, comme le prétendent une foule de "marxistes" à la manie, qu'elle se maintient tant que la révolution n'est pas mondiale, mais qu'elle disparaît seulement là où le prolétariat domine.

Or, abolir la production de marchandises, c'est fatalement abolir le SALARIAT LUI-MEME puisque le salaire n'est jamais que le prix d'une marchandise particulière qui est la force de travail et qu'il suppose le marché du travail en même temps que le marché tout court, c'est-à-dire l'anarchie dans la distribution des forces de travail. Si les produits ne sont plus des valeurs, si la distribution des forces de travail n'est plus livrée au hasard du marché, il devient impossible de considérer la force de travail elle-même comme une valeur et de lui assigner un prix de marché. Les membres de la société, désormais tous astreints au

(Suite page 8)

RESOLUTION DE LA DEUXIEME REUNION INTERNATIONALE.

La 1^{ère} réunion internationale (décembre 1984) a discuté les bases communes sur lesquelles les participants entendaient développer une activité à caractère internationaliste et international et a conduit à un premier résultat en annonçant (cf. "Résolution", Prolétaire n° 380) les objectifs et les buts poursuivis en général par les différents groupes présents de France, Suisse, Grèce et Italie.

Elle marque donc un accord général qui définit le cadre de travail jugé aujourd'hui nécessaire pour engager un processus d'homogénéisation politique interne lié à une activité externe de presse et de publication ainsi qu'une intervention pratique dans le mouvement social.

La référence commune au sigle du Parti Communiste International, qui existe de fait, ne signifie pas autre chose pour l'instant que l'adhésion à cet accord et ne se substitue pas à la reconstitution indispensable de bases politiques et organisationnelles ainsi qu'à la vérification complète d'une vision politique commune sur les plans théorique, programmatique, tactique et organisationnel. Sans la réalisation de ces conditions toute activité centralisée est impossible.

Les camarades grecs organisés autour de la revue "Kommunistiko programma" n'ont pas participé à cette 2^{ème} réunion internationale, même s'ils ne refusent pas le cadre et le plan de travail pour la reconstitution du parti à l'échelle internationale. Les motifs de leur non-participation sont surtout de caractère politique dans le sens qu'ils expriment des exigences spécifiques propres d'activité pratique et de bilan politique de la crise du parti et des évaluations non entièrement convergentes avec celles des autres groupes de camarades.

La réunion, entre autres questions à l'ordre du jour, a traité même partiellement de ces motifs et a conclu qu'est nécessaire une clarification supplémentaire par rapport aux différentes évaluations du chemin à parcourir pour atteindre l'objectif commun. Des initiatives précises ont été prises dans ce sens. La résolution de cette seconde réunion internationale n'engage donc que les groupes présents c'est-à-dire les camarades de France et de Suisse organisés autour du journal "Le Prolétaire" et les camarades qui se sont organisés en Italie autour du journal "Il Comunista".

Malgré les difficultés de préparation, surtout en termes de matériaux écrits, cette 2^{ème} réunion internationale a cependant permis de concrétiser en partie l'accord précédent en engageant un travail politique coordonné autour de l'élaboration des 2 documents déjà cités. Le premier document sera consacré à rétablir les bases d'orientation politique et programmatique générales et analysera l'évolution du PCInternational de 1952 à 1982; le 2^{ème} document sera plus particulièrement centré sur l'analyse des tendances actuelles de la lutte des classes et des perspectives politiques qu'elles ouvrent par rapport auxquelles il faut définir les tâches actuelles pour la formation et le développement du parti de classe et l'élaboration de ses lignes politiques et tactiques à court et à long terme. L'ensemble formera ce que nous appelons les bases constitutives et d'adhésion permettant de développer une activité de parti centralisé internationaliste et internationale.

Parallèlement à l'élaboration des 2 documents politiques un travail commun entre le journal "Il Comunista" et "Le Prolétaire" est également engagé pour préparer la parution de la revue théorique "Programme Communiste". La revue sera donc le résultat de ce travail commun, elle s'intégrera dans le travail en cours et sera un des instruments de ce dernier.

Par ailleurs des contacts seront maintenus ou établis avec différents groupes de camarades qui ont manifesté ou qui manifesteront un intérêt pour notre travail. Au travers de ces liens nous nous efforcerons de présenter notre vision de la crise du PCInternational, de son évolution et du travail que nous menons dans les réunions internationales sur la base des orientations qui ont été définies. ●

HORS IMPERIALISME FRANÇAIS DE MAYOTTE ET DES COMORES

La petite île de Mayotte (60 000 habitants), non loin de Madagascar, fait partie de restes de son empire colonial auxquels l'impérialisme français s'accroche avec rapacité.

Colonisée par la France au XIX^e siècle en raison de sa position stratégique dans le "canal du Mozambique" (zone de l'Océan Indien comprise entre Madagascar et l'Afrique), l'archipel des Comores (350 000 habitants) est devenu indépendant en 1975. Mais l'impérialisme français profita du référendum sur l'indépendance pour séparer artificiellement Mayotte des autres îles. L'Etat français se retrancha en effet derrière la victoire du "non" dans l'île pour l'exclure du bénéfice de l'indépendance.

Il faut rappeler à ceux qui justifient cette attitude par le soi-disant souci de respecter la volonté majoritaire des habitants de l'île, qu'en 1958, lors d'un précédent scrutin sur l'indépendance ces derniers avaient voté "oui"; mais cette fois là le décompte global sur l'archipel avait été en faveur du "non" et Mayotte était restée sous la domination française: la démocratie n'est pas ce qui met en mouvement l'impérialisme et ses serviteurs, de droite ou de gauche; ce n'est qu'un prétexte et un camouflage utilisés ou non suivant les occasions.

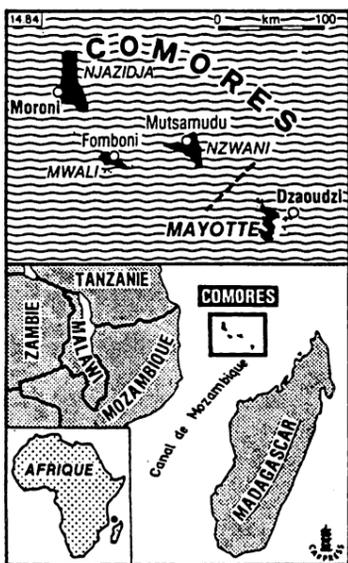
Lors du référendum de 1975 les partis de gauche protestèrent vigoureusement... dans l'enceinte parlementaire contre cette opération qui amputait le nouvel Etat d'une partie importante de son territoire. Mais lorsqu'en 1981, ils accédèrent au pouvoir, en bons **sociaux-impérialistes**, ils oublièrent aussitôt leurs belles déclarations pour se consacrer, là comme ailleurs, à la défense exclusive des intérêts de l'impérialisme français (fait significatif d'ailleurs: le député de Mayotte représentant les intérêts de la petite minorité de colons et de gros propriétaires franco-métis, prit en 81 l'étiquette "radical de gauche" et est aujourd'hui délégué national du MRG).

Or il s'avère que, comme en 1840, le canal du Mozambique retrouve aujourd'hui une importance stratégique considérable: 80 % de l'approvisionnement pétrolier de l'Europe y transite. Certes, explique la revue de la Défense Nationale (1): "en cas de menace limitée à cette zone "le détour par l'Est de Madagascar n'entraîne qu'une augmentation d'environ un jour et demi de la durée du trajet", mais "il faut

"toutefois garder à l'esprit l'importance que pourraient prendre dans une telle hypothèse, d'une part l'archipel des Comores "et singulièrement le lagon de Mayotte".

350 soldats, notamment de la légion étrangère, sont présents en permanence à Mayotte (2), où existent également des facilités de mouillage pour la flotte française de l'Océan Indien et des installations portuaires pour des navires de patrouille; des manoeuvres militaires ont eu lieu fin 82.

Omniprésent à Mayotte, la France n'est pas absente de la République Islamique des Comores, où en plus des "instructeurs" militaires français, l'épine dorsale du régime d'Ahmed Abdallah est constituée par un groupe de mercenaires autour de Bob Denard, tristement célèbre dans toute l'Afrique pour être l'homme de main n°1 de l'impérialisme tricolore. Ces mercenaires permettent de réprimer l'agitation croissante que fait naître le mécontentement des masses comoriennes. La récente tentative de putsch du 8 mars a encore été l'occasion d'une répression de grande ampleur contre les opposants: plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées et torturées en attendant de passer leur jugement.



Mais le propre des mercenaires est de se vendre au plus offrant; après avoir été employés par la France pour ré-installer Abdallah au pouvoir en 1978 et se débarrasser du gouvernement d'Ali Swalih (qui avait lui-même renversé Abdallah un mois après l'indépendance), il semble bien que les mercenaires aient trouvé un nouveau patron en la personne de l'Afrique du Sud. C'est maintenant cette dernière qui a pris en charge l'entretien de la garde présidentielle et qui assure le ravitaillement de l'archipel. Les sud-africains ont même "cédé" un Boeing 737, équipage compris, à la fantomatique compagnie "Air Comores" dont ils utilisent les couleurs pour des liaisons aériennes dans la région. L'archipel est en effet pour eux une base pour le **ravitaillement en armes des guérillas** contre le Mozambique voisin.

Et derrière l'Afrique du Sud, ce sont maintenant les USA qui manifestent leur intérêt pour les Comores et sa position stratégique: le 4 mars, un navire de guerre américain est venu célébrer en grande pompe la prochaine nomination d'un ambassadeur US dans le pays.

L'influence croissante de ces Etats n'a pas manqué d'inquiéter les milieux impérialistes attachés à la défense de la prédominance des intérêts français dans la région, qui voient dans une éventuelle "insertion des Comores dans le dispositif de défense américain de la zone sud-ouest de l'Océan Indien" une grave menace et qui accusent le gouvernement socialiste de fermer les yeux sur les agissements de l'Afrique du Sud! (3).

Dans son numéro du 22 mars, la revue "Marchés Tropicaux et Méditerranéens" après avoir rappelé l'intérêt stratégique des Comores pour "notre ravitaillement en pétrole", écrit: "à terme de quelques années, à défaut d'interventions plus rapides, se posera aux Comores un problème de succession. Les convulsions allumées autour d'elles et les réactions de sa jeunesse en rendront la solution difficile et probablement dramatique. L'action désordonnée et contradictoire des partis d'opposition comoriens ne plaide pas pour une restauration de la vie paisible à laquelle aspirent ces habitants (sic -NDLR), si ces partis ne sont coiffés par une autorité traditionnelle et respectée. On souhaite que le gouvernement français s'ait en mesure d'apporter alors, avec la

"rapidité nécessaire, son soutien à un dénouement de ce type" (4).

Ce qui est ouvertement appelé ici, c'est une intervention militaire, à la fois contre les impérialismes rivaux et contre les masses comoriennes, lorsque le besoin s'en fera sentir. Ce ne sont pas des phrases en l'air si l'on songe que l'impérialisme français n'a cessé d'intervenir, économiquement (voir récemment le renflouage de la banque commerciale ou le parrainage des Comores auprès du FMI), politiquement et militairement. Les accords de défense existant avec la France donnent le cadre juridique d'une telle intervention. Des négociations auraient lieu entre Paris et Moroni visant à reconnaître la souveraineté comorienne sur Mayotte contre la concession à la France de 2 bases militaires, navale et aérienne, dans l'archipel (5). Quoi qu'il en soit, le détachement militaire présent à Mayotte fait peser une menace constante sur les populations comoriennes.

Il revient aux travailleurs d'avant-garde et aux militants français de s'opposer aux actes de brigandage de leur propre impérialisme, de dénoncer le rôle abject des partis sociaux-impérialistes, de soutenir les militants et les masses victimes de la domination française, de se solidariser avec les luttes qui naissent contre elle, sans oublier que c'est de leur combat ici contre le capitalisme que peut venir l'aide la plus puissante aux populations exploitées et opprimées de la "zone d'influence" française.

**IMPERIALISME FRANÇAIS, HORS DE MAYOTTE ET DES COMORES !
SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES VICTIMES DE LA REPRESSION NEO-COLONIALE !
POUR L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES MASSES OPPRIMEES !**

- 1) Cité dans le dossier sur Mayotte de l'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC).
- 2) D'après "Jeune Afrique" n° 1276, 19/6/85, qui défend évidemment les thèses françaises.
- 3) "Marchés Tropicaux et Méditerranéens" (MTM) n° 2059, 26/4/85.
- 4) "MTM" n° 2054.
- 5) Dossier de l'ASEC.

Nouvelle-Calédonie l'heure des premiers bilans

La tension sociale en Nouvelle-Calédonie s'est considérablement atténuée, au regard de la situation explosive qui a régné de novembre 1984 à janvier 1985. A vrai dire, toutes les parties en présence s'y sont employées, chacune à sa façon: les caldoches et les métropolitains en multipliant les manifestations de force, les mesures d'intimidation et les agressions ouvertes à l'encontre des kanaks, le FNLSK en allant de concession en concession après l'assassinat de Machoro en janvier, l'Etat et Pisani en se présentant comme des protecteurs des kanaks face à la droite et en conjuguant cyniquement les discours démagogiques avec les offensives répressives (comme l'exécution sommaire de Machoro et de Nonnaro par le GIGN, l'arrestation des militants kanaks les plus déterminés, la répression systématique de toute manifestation kanake alors que celles des caldoches étaient tolérées; véritables opérations de "pacification", dignes de la guerre d'Algérie dans les tribus pour compléter l'agression de l'extrême-droite après le fameux pique-nique de Thio.

Dans cette campagne répressive implacable le gouvernement de gauche d'un côté, objectivement appuyé par toute une extrême-gauche qui se contente de lui reprocher son inconséquence sans dénoncer clairement la nature impérialiste sa politique, de l'autre les colons directement soutenus par l'opposition parlementaire, ont mené une offensive conjuguée et complémentaire contre les populations indigènes et la lutte indépendantiste. D'ailleurs les partis de gauche et le pouvoir exécutif ne se sont jamais cachés de défendre les intérêts bien compris, à moyen et à long terme, de l'impérialisme français dans cette région, laissant aux partis d'opposition la défense à courte vue des intérêts des caldoches.

Et pourtant aucun des coups portés à la lutte n'a infléchi la tendance qui a ramené le FNLSK dans le giron socialiste. La rupture de l'été 84 (à propos du statut Lemoine qui reportait le référendum d'autodétermination à 1984) avait pourtant permis à une partie déterminante du mouvement indépendantiste de s'affirmer pendant quelques mois sur le seul terrain possible, celui de la lutte ouverte et de la force, en se dégageant des perspectives électorales, pour l'indépendance immédiate et sans condition, pour la restitution des terres et de toutes les richesses aux kanaks, par le départ de l'impérialisme français.

Mais une fois les forces vives indépendantistes décimées et maîtrisées et la direction de plus en plus pacifique du FNLSK bien remise en selle, Fabius a pu présenter le 25 avril un plan dont le gouvernement savait qu'il serait accepté dans ses grandes lignes par le FNLSK et qu'il satisfait au fond le RPCR même si celui-ci continue de présenter habillement Pisani et le PS comme des protecteurs des kanaks.

En voici les grandes lignes: - report du scrutin d'autodétermination à la fin de l'année 87 (après les législatives),

- division en 4 régions, ce qui permettra aux caldoches d'assurer leurs positions à coup sûr à Nouméa et presque certainement dans une deuxième région, en marginalisant les fiefs kanaks et en laissant la porte ouverte à une indépendance partielle et fictive, - renforcement de la présence militaire de la France à Nouméa, "afin d'assurer durablement (ses) intérêts stratégiques dans cette partie du monde".

Tjibaou approuve globalement ces mesures, mais se dit simplement déçu "que le parti socialiste ne referme pas lui-même le dossier, alors que nous n'avons pas voté dans le passé pour Barre, Chirac ou Giscard, mais pour Mitterrand". En même temps qu'il affirme qu'un référendum au-

jourd'hui écarterait l'indépendance, c'est-à-dire qu'il n'envisage pas d'autre voie vers elle qu'un référendum auquel participeraient des caldoches et les métropolitains au même titre que les kanaks. Là aussi c'est un reniement complet des positions de l'automne. Le principe même d'indépendance-association, du maintien de la présence de l'impérialisme français et d'une souveraineté kanake totalement fictive n'est pas remis en question.

C'est dire que les objectifs qui s'étaient fixés Pisani et les perspectives dressées par Mitterrand lors de son safari du 20 janvier se sont concrétisés et ont été acceptés par la direction du FNLSK. L'arrivée à Nouméa de Hernu le 8 mai, en même temps que le sous-marin nucléaire Rubis, a complété cette démonstration politique. En outre les mines de Thio ont repris leur production en avril à la suite d'un accord entre les travailleurs mélanésiens et la société le Nickel.

Quant à Pisani, qui est l'organisateur et le coordonnateur de la répression depuis décembre, il a eu le culot de retourner à Thio avant son départ en rendant l'hommage du bourreau à sa victime Machoro "mort en combattant", en fait lâchement abattu en terrain découvert, sous son entière responsabilité.

Cet habile et ignoble larbin de la bourgeoisie et de l'impérialisme français part à juste titre se vanter (dans

"Libération" du 27 mars 85) d'avoir accompli sa mission: rétablir l'ordre, administrer, proposer un projet et analyser les problèmes cruciaux de la Nouvelle-Calédonie. Peu lui importe, en fonctionnaire dévoué, son apparent isolement pendant sa mission et la haine que lui vouent les colons dont il a su jouer pour donner le change. De tels services rendus valent bien la récompense d'un ministère!

L'évolution de la situation de ce mois montre également combien la radicalisation du mouvement indépendantiste en été 84 était fragile et superficielle. Une fois les courants les plus radicaux décimés et isolés, c'est l'orientation historiquement liée à la gauche métropolitaine qui s'est à nouveau imposée, dans la recherche d'un compromis pacifique avec l'impérialisme français et avec le colonialisme.

Cela démontre la nécessité pour l'heure immédiate de tirer un bilan complet des limites et des insuffisances de la lutte kanake ainsi que l'émergence d'une force organisée authentiquement radicale sur la base de la revendication de l'indépendance immédiate et sans condition. Le rôle des révolutionnaires en France est d'aider à l'élaboration de ce bilan politique complet tout en continuant inlassablement à dénoncer l'action de l'impérialisme français en Nouvelle-Calédonie comme dans les DOM-TOM.

QUE REVENDIQUE LE COMMUNISME

(Suite de la page 7)

travail social énormément allégé, ne sont plus "rétribués" en fonction de "mérites" individuels vrais ou supposés; ils reçoivent du produit social une quote-part proportionnelle à l'importance de sa fraction consommable, et si celle-ci est nécessairement beaucoup plus forte qu'aujourd'hui, c'est que le temps passé... à fabriquer des moyens de production aura beaucoup diminué par rapport à ce qu'il est dans le capitalisme qui ne pense qu'à "réduire les coûts". "Comment produire moins et consommer plus?" demande toujours hypocritement l'opportuniste: voilà le secret!

Voilà ce que signifie la revendication d'ABOLITION DU SALARIAT qui, pour Marx et trois à quatre générations de révolutionnaires, a toujours été synonyme de COMMUNISME. Il n'est pas besoin d'être grand théoricien pour la comprendre et elle n'a rien d'"utopique" et d'"irréalisable" puisqu'elle veut finalement dire une chose que pensent déjà en leur for intérieur tous les salariés que l'opportuniste n'a pas totalement abrutis: les hommes doivent produire pour vivre au lieu de vivre pour produire!

(Article tiré du Proletaire n° 150).